

Le Courrier des incroyables

Conseils de Révision

Actualités de janvier 2004

—————oooOOO\$\$\$OOOooo—————

Indro Montanelli, journaliste italien raconte qu'il a été convoqué par Mussolini, un jour de 1932, après avoir écrit un article contre le racisme. Le Duce le laisse poireauter un quart d'heure et lui dit: "J'ai lu votre article sur le racisme, bravo je vous félicite. Il razzismo è roba da biondi." **Le racisme est une affaire de blonds.** (*Corriere della Sera*, 13 nov. 2003, p. 1.)

The Kotzker Rebbe said, "who increases knowledge, increases pain; even though he will add pain, a person must increase his knowledge." Rebbe Schönefeld, 1977.

ORADUR: UN AN DE DUR

Oradour: Vincent Reynouard persiste et signe

Le 18 novembre, l'animateur de la branche francophone de VHO (Vision historique objective), Vincent Reynouard, comparait devant le tribunal correctionnel de Limoges pour apologie de crimes de guerre, délit passible de cinq ans de prison et de 300.000 francs d'amende. Crime de cet ancien professeur de 34 ans, père de quatre enfants: la réalisation et la diffusion d'une cassette vidéo, "La tragédie d'Oradour-sur-Glane: 50 ans de mensonges officiels", complément de son livre volumineux qui, lui, n'est plus interdit depuis l'arrêt du 22 janvier 2002 de la cour administrative d'appel de Paris saisie par Me Delcroix.

[<<http://aaargh-international.org/fran/polpen/Oradour/oradour.html>>]

Etait également poursuivi pour complicité un Limougeaud de 78 ans, Guy Dubois, qui avait envoyé à treize personnes un bon de commande pour la cassette. Un test ADN (qui coûte environ 100.000 francs!) ordonné par le juge d'instruction Christine Fourel avait prouvé qu'il avait lui-même collé les timbres destinés à l'envoi.

Le procès, bâclé en trois heures devant une salle comble où avaient pris place en nombre à peu près égal les amis et adversaires de V. Reynouard, s'est déroulé dans une atmosphère très lourde, le président François Casassus-Builhé se signalant par une partialité militante. Le paradoxe, c'est que le magistrat ne s'est pas contenté d'essayer de prouver en quoi Reynouard avait fait une apologie de crime de guerre, il a voulu refaire en une matinée et donc au rabais le procès de Bordeaux de 1953 où vingt et un prévenus étaient passés en jugement pour "assassinats accompagnés et précédés d'actes de barbarie, incendie volontaire de l'église, association de malfaiteurs". S'appuyant sur l'autorité de la chose jugée, le président et le procureur de la République, Olivier Tcherkessof, ont considéré que la thèse avancée ne "reposait sur aucun fait établi" et qu'au procès de 1953 les prévenus n'avaient pas contesté que les hommes de la division Das Reich avaient eux-mêmes mis le feu à l'église d'Oradour où périrent plus de cinq cents femmes et enfants. Ce à quoi Vincent Reynouard a répondu qu'il y avait deux genres de procès: "le procès traditionnel où le prévenu est présumé innocent et le procès où intervient la raison d'Etat et où le prévenu est d'office présumé coupable". La seule solution pour la défense, c'est alors, comme à Nuremberg en 1945-46 ou à Bordeaux en 1953, d'opter "pour une défense de connivence et non de rupture".

Me Delcroix a demandé que l'on visionne la cassette, objet du délit. Refus du président qui en revanche accepte aussitôt la suggestion de l'avocat de la LICRA, Me Philip Gaffet, de faire venir à la barre Marcel Darthout qui a été témoin, non pas de ce qui s'est passé à l'église mais dans les granges où personne ne conteste qu'en effet la division Das Reich a fusillé une centaine d'hommes dans l'après-midi

du 10 juin 1944. Dans un premier temps, le président permet au prévenu d'interroger lui-même le témoin des parties civiles, mais très vite il se ravise et lui reproche âprement d'avoir dédié son "livre aux victimes civiles d'Oradour, de Dresde, d'Hiroshima et aux vaincus qu'on a calomniés". "Dédiez-vous aussi ce livre à Adolf Hitler?", le défie-t-il. "Pourquoi pas, c'est un vaincu", rétorque V. Reynouard -- qui a également dédié l'ouvrage à un certain Jean-Marie, ce qui met le tribunal en transes, mais le Jean-Marie en question est... le Bruxellois qui héberge Reynouard et sa famille!

Posément, le révisionniste explique sa démarche: "Mon livre part de pièces que j'ai étudiées, recopiées. J'ai été voir des pompiers, des artificiers, des fondeurs de cloches. Mon objectif est seulement d'ouvrir un débat que mes contradicteurs ont toujours refusé malgré mes demandes réitérées. Ce que je souhaite, c'est l'ouverture des archives de la gendarmerie du Blanc (Indre) qui sont hélas fermées jusqu'en 2053! Si j'ai commis des erreurs, je suis prêt à les corriger, mais débattons et ouvrons les archives!". Le président prend violemment l'accusé à partie: "Vous n'y étiez pas, il faut vous mettre cela dans le crâne." Réplique de Reynouard: "Les historiens qui étudient César et qui écrivent des livres sur lui ne l'ont pas connu!" Les témoignages que l'on oppose à l'animateur de VHO, ce dernier les a longuement analysés et décortiqués dans son livre, mais on ne lui laisse pas le temps de s'expliquer.

La LICRA, les Amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation et Marcel Darhout demandent chacun un euro de dommages et intérêts et mille euros d'indemnités, le procureur requiert quant à lui 1.500 euros d'amende contre Guy Dubois, un an d'emprisonnement assorti d'un sursis partiel ou total et 4.500 euros d'amende contre Vincent Reynouard. En laissant entendre qu'une peine d'emprisonnement ferme était envisageable pour "faire un exemple" et assurer "le repos des âmes et la paix des consciences"!

Dénonçant ces accusations "de nature morale et théologique", Me Eric Delcroix a expliqué dans sa plaidoirie qu'il n'y avait pas apologie mais contestation d'un crime de guerre. Constatant que la justice des hommes n'était pas infaillible puisqu'elle a condamné le Christ et Jeanne d'Arc et que le devoir de l'historien n'est pas de protéger l'ordre social mais de s'attacher à la véracité des faits, l'avocat a plaidé la relaxe. Jugement le 12 décembre.

Jérôme Bourbon
Rivarol, n° 2646 du 28 novembre 2003
 VHO, BP 256, B-1050 Bruxelles 5.

Le tribunal correctionnel de Limoges a rendu son jugement: Vincent Reynouard est condamné à un an de prison dont trois mois ferme, à 10.000 euros d'amende, à la confiscation de toutes ses archives saisies par la police belge lors de l'instruction de l'affaire, à une interdiction de se rendre dans le département de la Haute-Vienne, à une mise à l'épreuve de trois ans, à verser à chacune des trois parties civiles 1 euro de dommages-intérêts et 1.000 euros au titre des frais de procès.

Son "complice", Guy Dubois, est condamné à trois mois de prison avec sursis et à 2.000 euros d'amende.

Le jugement a été déclaré exécutoire, ce qui veut dire que l'appel qu'ont interjeté les deux condamnés **n'est pas suspensif**! Néanmoins, un mandat de dépôt n'ayant pas été délivré à l'audience, Vincent Reynouard a pu rejoindre son domicile. Hier, toute la journée, veille du procès, FR3 régional avait rappelé que le jugement devait être rendu ce matin et avait invité les auditeurs à poser leurs questions sur Oradour et à faire part de leurs observations, en leur fournissant un numéro de téléphone spécial à cet effet.

A la sortie de l'audience, des organisations de gauche, telles que les sauvages du SCALP, avaient rameuté leurs troupes que Vincent et ses amis n'ont pu esquiver qu'en prenant leurs jambes à leur cou.

12 dec 2003

ZUNDEL FOLLIES

*Note: selon l'usage anglais, un avocat qui évoque la partie **adverse** emploie le terme de "my friend".*

Feds get another secret hearing to delay Zundel's bail

Day: 10 of december, 2003

Mr. Justice Pierre Blais has granted a request from federal cabinet ministers for yet another secret hearing in the detention or bail hearing of jailed German-born publisher Ernst Zundel. Returning from the afternoon break, Blais announced: "The Registrar informs me that the Ministers have requested a private session for new evidence. Therefore, I will not reserve" judgement this afternoon.

The 38 free speech supporters who packed the small seventh floor courtroom in support of Mr. Zundel were stunned. The afternoon session had been taken up with Crown Attorney Donald MacIntosh's arguments against granting Mr. Zundel bail after nearly 10 months in solitary confinement. Perhaps,

chastened by Doug Christie's strong submissions in the morning session that he recuse himself for an apprehension of bias having been Solicitor-General in charge of CSIS, Blais repeatedly interrupted MacIntosh and challenged and dismissed many of his arguments.

It seemed that Mr. Justice Blais was on the verge of releasing the dissident pacifist on bail. Shortly before the mid-afternoon break, several observers saw Lorne Rudner of the Canadian Jewish Congress leave the room, apparently to make a phone call. He returned about 15 minutes later. After the break, the atmosphere had changed and grown distinctly frosty toward the jailed publisher. The earliest Mr. Blais can hold the secret hearings is next week. If he chooses to release any information, he may solicit further submissions from counsel before he decides, thus making Mr. Zundel's release before Christmas all but impossible.

If Blais's pre-break questioning had seemed to favour Mr. Zundel, his demeanour after the break again raised the spectre of holding Canada's most famous political prisoner hostage for the shutting down or curtailing of the Zundelsite.

Repeating that he was still "exploring options" about granting bail, but "I'm not there yet," Mr. Justice Blais pointed out that people are often restricted from doing things they have a legal right to do -- such as drinking or frequenting certain places -- as conditions of release. He seemed to hint that Mr. Zundel might be restricted from publishing his views on the Internet or somehow have to remove items ordered removed by the January, 2002 order of the Canadian Human Rights Tribunal. Mr. Zundel has repeatedly pointed out that Ingrid Rimland, not he, owns, edits and controls the Zundelsite.

"Never before in the history of national security certificates have Internet communications been considered a factor," Douglas H. Christie, Mr. Zundel's lead counsel countered.

"The only justification for incarceration is being a threat to national security," Mr. Christie continued. "The Zundelsite is not a threat to national security and should not be held as a bail condition. The Canadian Human Rights Tribunal has adequate means to enforce its order."

"It's very dangerous to hold a man's freedom hostage to a website," Mr. Christie warned. "It's dangerous to detain people on national security grounds for communicating ideas that are legal in other countries. To do so is to put us on the road to national thought control," the Victoria-based civil libertarian insisted.

"There must be objective, real suspicion, not paranoid worries or political feelings, of a substantive threat to national security," to keep a man in jail, Mr. Christie argued. "We must give some value to the liberty of the individual, if we are not to become a police state."

"The Crown must prove that Mr. Zundel is a real danger to national security, not just a nuisance or political dissident," Mr. Christie insisted. Referring to Crown Attorney Donald MacIntosh, Mr. Christie observed: "The greatest vehemence of my colleague is reserved for 'hate'. My colleague throws this term around. However, Mr. Zundel has never been charged or convicted of promoting hate."

Earlier Crown Attorney MacIntosh had insisted: "If Mr. Zundel were released, he'd continue to associate with Mr. McAleer and other purveyors of hate. All these associations give us to believe that Mr. Zundel is a threat to national security."

Knowledgeable observers of Canada's populist movement report that Mr. McAleer has been politically inactive for about eight years.

Mr. MacIntosh repeatedly called Mr. Zundel "untruthful" and accused him of lying.

In the morning, Mr. Christie spoke forcefully to his motion that Mr. Justice Blais recuse himself. As Solicitor-General in 1989, Pierre Blais issued a directive that no human source should be used to surveil legitimate political parties. However, apparently disobeying him, the Canadian Security Intelligence Agency (CSIS) had agent Grant Bristow spy on Reform Party leader Preston Manning.

"It was your directive not to do something (spy on Preston Manning) that they did. The Solicitor-General-CSIS relationship is one of officially sanctioned secrecy which we cannot penetrate," Mr. Christie said. CSIS agent Grant Bristow's role in the Heritage Front "was not just to spy but to incite," Mr. Christie explained. "Mr. Zundel's contention will be that his [Bristow's] role was to incite violence. CSIS was used for political purposes. A directive was initiated by Your Lordship that such spying not be done, but CSIS did. Now CSIS appears before you and it would be hard not to agree with them."

"Our defence comes head to head with the credibility of CSIS," Mr. Christie argued. "We're saying that, as Solicitor-General, you must have known what was going on. CSIS wasn't acting in a rogue capacity and wasn't operating without ministerial consent."

"We have reason to believe that a bomb Mr. Zundel was sent [in 1995] was delivered with the foreknowledge of CSIS. When events take place like this, the integrity of the Parliamentary system is involved," Mr. Christie charged.

Mr. Justice Blais reserved on his decision, saying that he would try to announce his conclusions next week.

In his arguments against granting bail for Mr. Zundel, Donald MacIntosh said: "I rely on a large and liberal interpretation to the term 'a danger to the security of Canada.' Canada's international relations are an important part of Canada's security. Certain activities could give rise to deleterious effects on our

international relations. Canada has an international obligation to take steps to see that hate propaganda is not disseminated," he said.

Intervening at that point, Mr. Justice Blais said: "Playing devil's advocate, it's no secret that these international conventions are not part of the legal framework of Canada" and are, therefore, not binding.

The hearing continues Thursday.

Paul Fromm

Decisions delayed in Zundel case

Toronto, Day: December 11, 2003.

Ernst Zundel headed back to prison after these two days in Federal Court, with Mr. Justice Pierre Blais having reserved on motions that he be recused for bias and compel the Solicitor-General to provide a list of agents who interviewed Ernst Zundel or others in the Zundel case.

Judge Blais also delayed ruling on arguments that the German-born publisher be freed on bail. Final decision on this matter that has already consumed a staggering 12 days in Federal court and two before the Superior Court of Ontario on a habeas corpus motion must await yet another in camera secret hearing requested by the Minister of Immigration and the Solicitor-General. This meeting will be held later this week. The Crown remains violently opposed to any release under any conditions for Mr. Zundel.

Mr. Douglas H. Christie opened the day with an eloquent rebuttal of Crown Attorney Donald MacIntosh's arguments against granting Mr. Zundel bail. "Now breaches of Canadian human rights law are seen to be the equivalent of terrorism," he said of Crown complaints that the Zundel site continues to feature articles impugned in a January, 2002 Canadian Human Rights Tribunal decision. "Now they are using Section 13.1 [of the Canadian Human Rights Act], a law not meant to be punitive, to incarcerate a person."

The Crown's argument is that Ernst Zundel is "an embarrassment to Canada and, therefore, is a threat to national security. Mr. Zundel is an embarrassment to whom?" Mr. Christie demanded. "To German diplomats?"

"If embarrassment to foreign diplomats is a problem, why not apply it to Chinese dissidents in Canada," he asked.

"The name for this is a police state when you determine what political opinions will be allowed. Dissent is the essence of a free and democratic society," the Battling Barrister reminded the court.

"The Minister says that the integrity of Canada's external relations is harmed by Ernst Zundel's distribution of 'hate literature' to Germany and Austria. Yet, there's no proof that he's ever done this. Before you use that definition -- 'hate' -- apply the law," Mr. Christie admonished, noting that Mr. Zundel has never been prosecuted, much less convicted, under Sec. 319.2 -- Canada's "hate law."

"The export of Mr. Zundel's material is not drugs or guns, it's ideas. This entire trial is a war on ideas," Christie charged. "If the Zundel site distributed hate literature, it would be easy for the Government to lay charges. However, then, they'd have to prove them."

Referring to Mr. MacIntosh's arguments, Mr. Christie said: "My friend seems to say, if Canada sees it's in its national interest to incarcerate people, it's okay. What do we do with other 'embarrassments' -- anti-free trade protesters, environmentalists? They don't go to jail for six to eight months," Mr. Christie emphasized. "The courts have upheld the right of those people to demonstrate."

"There's no threat to the security of Canada in anything Ernst Zundel has published," Mr. Christie continued.

Addressing both the judge's and Mr. MacIntosh's unhappiness with the continued operation of the Zundel site, Mr. Christie charged: "If he can't communicate, he can't raise money. How can a 64-year-old unemployed artist raise money? One of the concerns anyone in his position would have is how he is to fund a battle that may last over a year."

"My friend asked for a 'fair, large and liberal interpretation of a threat to the national security of Canada.' If it's too large," the defence lawyer argued, "we have a police state!"

"My friend's submission said Ernst Zundel has no intention to comply with any order of this Court. If a Federal Court could establish a breach of the Human Rights Tribunal order, then it would establish that he'd committed an act. Yet, we're to detain him in custody because of an apprehended breach," Mr. Christie challenged. "They jump on that possibility. It's paranoid and politically motivated. It has nothing to do with national security. It's to silence a nuisance," Mr. Christie charged.

"This whole thing is about guilt by association." Mr. Christie referred to the Crown contention that, if released, Canada's most famous political prisoner would put a message on Mr. McAleer's long defunct website. "Mr. McAleer is not a criminal," Mr. Christie pointed out.

"The Crown says Ernst Zundel is a fascist and a neo-Nazi. Yet, he's not a threat to national security. We allow communists in Canada. Let's look at his needs, not his beliefs. He's not violent."

"Ernst Zundel has the right to use legal means to advance what some may see as his reprehensible views," Mr. Christie reminded the Court. Referring to one of the founders of the Heritage Front, the

Victoria civil rights lawyer explained: "Wolfgang Droege didn't get any advice on terrorism from Ernst Zundel. He got advice on pacifism. Does that make him associated with terrorism? If an older man seeks to advise a younger man to obey the law, can that be a threat to national security? To anyone who sought his advice, he advised non-violence."

Quoting Mr. Justice Thomas who presided over one of Mr. Zundel's "false news" trials, Mr. Christie reminded the Court: "Mr. Zundel always showed respect to the Court' Mr. Zundel believes his one chance to advance his views is the protection of the Canadian and U.S. courts."

In a dramatic move, Mr. Christie presented to the Court a statement issued by Mr. Zundel that morning in response to a request from the judge the previous day for dialogue on possible bail conditions.

An angry Donald MacIntosh interrupted, accusing Doug Christie of "trying to improve Mr. Zundel's evidence."

He was cut short by a furious Mr. Justice Blais. "Are you saying I cannot inquire into possible conditions?" He then ordered Ernst Zundel to retake the witness stand.

Continuing his dressing down of Mr. MacIntosh, the judge said: "You benefit from legislation to put double and triple hearsay into evidence. I opened the door. I know of no other legislation where you can detain someone on such evidence. It's all extraordinary."

On the stand Mr. Zundel indicated that, in addition to the posting of a surety, he would agree to surrender his expired German passport, and report to the police. As for the Zundel site, he would seek to post a document explicitly renouncing violence as well as including links to Jewish sites with different views on World War II than those expressed on the Zundel site.

Mr. Zundel was cross-examined by CSIS lawyer Rodych, who suggested that he might use a driver's licence to sneak into the U.S. "But landed immigrants now need a visa," Mr. Zundel shot back. "I'd face 20 years in prison and a \$250,000 fine if I did," he added. Besides, he explained, he no longer has a valid Canadian driver's licence.

Then, in a harsh statement that typified the belligerence of the Crown throughout this case, Mr. Rodych said: "I will plainly state the the Minister will not entertain any conditions. He is a terrorist and has engaged in acts of violence."

Continuing to tease the audience with hints about bail, Mr. Justice Blais said: "We're not there yet, but we should examine these conditions Mr. Zundel has presented. All options remain open."

After a short break, Peter Lindsay who has now taken over charge of Mr. Zundel's defence, spoke to his motion requiring the Minister of Immigration and the Solicitor-General to provide the names of Canadian Security and Intelligence Service (CSIS) officers knowledgeable of this case, "those who've interviewed Mr. Zundel or others about him."

Mr. Lindsay's strategy is to subpoena one or more of these officers. Mr. Lindsay explained that the CSIS certificate "sets out the 'belief' of CSIS that Mr. Zundel is a threat to the security of Canada. We cannot see the mindset of CSIS in considering evidence and forming its beliefs. The unfairness of CSIS to Mr. Zundel will be an issue at the hearing on the certificate," he said.

Live testimony is needed to probe CSIS's biases and methodology, Mr. Lindsay argued. "In my submissions CSIS based its beliefs on pathetic evidence. Let's get someone in the box whom I can examine."

"For instance," he explained, "CSIS says it believes Mr. Zundel contributes to the growth of racism and, therefore, should remain inadmissible. Does the service really believe that racism is a threat to national security?"

The tall bearded attorney challenged the Court: "Let me hear from one witness who can be cross-examined. Or, is a determination to be made on a bunch of papers. We need a witness to give real evidence. This should be helpful to Your Lordship. This is not a request without precedent. In the Jaballah case a similar order was made." Jaballah is an Arab being held as a threat to national security,

Court adjourned until January 22, 2004. -- Paul Fromm

Les trois jours d'audience qui devaient se dérouler du 10 au 12 décembre se sont résumés à une journée et demie. Le juge Pierre Blais n'a pas rendu sa décision mais a promis de le faire "avant janvier". "Pour moi, écrit Ingrid Zündel-Rimland, cela signifie, au minimum, que Ernst devra passer Noël en prison sans connaître le sort qui l'attend". Elle ajoute:

"Nous continuerons le combat", m'a dit Ernst quand je lui ai demandé comment il voyait les choses et s'il était possible de prévoir une issue favorable: "Le juge Blais est parfaitement conscient de ce qui est en jeu ici..."

J'ai eu l'impression que Ernst ne croyait pas que le juge Blais pourrait faire preuve de suffisamment d'indépendance politique pour juger comme devrait le faire tout juge appartenant à un système sain, juste et impartial.

La matinée du premier jour d'audience, mercredi 10 décembre, le juge Blais s'était montré plutôt favorable et avait laissé penser aux supporters de Zündel et même à ses avocats que le prévenu serait

vraisemblablement libéré sous caution. Mais, après l'interruption de la mi-journée, le juge a ouvert la séance sur ces mots: "Le greffier me fait savoir que les ministres ont demandé une séance à huis-clos pour examiner de nouvelles preuves. En conséquence, je ne rendrai pas ma décision".

LA DESTRUCTION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE PAR LES CATHOLIQUES

"Les délégués se sont entendus pour dire que tous les sanctuaires religieux, y compris Fatima, devraient être mis à jour tous les 25 ans afin de refléter les tendances et les croyances contemporaines. Le sanctuaire de Fatima fera sous peu l'objet d'une reconstruction complète avec une nouvelle basilique en forme de stade, à côté de l'actuelle basilique érigée en 1921.

"Ce nouveau sanctuaire deviendra un centre où toutes les religions du monde se rassembleront pour rendre hommage à leur(s) dieu(x) respectif(s)."

http://www.dici.org/actualite_read.php?id=589

ON APPREND

The portraits at left are of the same man but in two different incarnations. On the far left we see Martin "Gray" in retirement after a successful career peddling fake antiques to gullible collectors. He is holding his mass market paperback, *For Those I Loved*, which is filled with his exploits as a saintly "Holocaust Survivor" who was supposedly forced to help clear bodies out of the Treblinka "gas chamber." The earlier portrait is of the youthful Gray as a highly-decorated officer in the Soviet NKVD (the savage forerunner of the KGB), responsible for the murder of millions of Christians in Russia and Eastern Europe. Even Establishment researchers have had to admit that Gray's book is as phony as the antiques he peddled. But Gray's scam is symbolic of countless other Communist ghouls who have managed to land on their feet in the West, disguised as poor, persecuted "Survivors of the Holocaust" and feted as the saints and martyrs of the universe. Meanwhile the holocaust they perpetrated against millions of Christians slips further down the dark environs of Orwell's memory hole.

Voir les photos:

<http://www.hoffman-info.com/communist.html>

FUTUR

The Revisionism of the Future: Human Rights, not Reich

by Michael Hoffman

Dr. Faurisson's Nov. 18 statement, "The Revisionist ADL Affair" is correct in some details but errs in at least one: the accusation that because David Irving blundered in refusing the services of Germar Rudolf, that blunder renders Irving "a man who was too afraid of the Jews."

This is a serious charge and it is not for reasons of a defense of Mr. Irving that I bring it up, since David has formidable polemical skills and can take care of himself. Rather, I am concerned about a linkage between certain tactics and strategy and "fear of the Jews." To be cunning or reserved or wily is not ipso facto proof of "fear of the Jews." In a heroic fashion Mr. Irving went to court every day in London without bodyguards, completely exposed and alone and fought tooth-and-nail against Deborah Lipstadt. Seated behind Lipstadt was the Israeli Attorney General, Elyakim Rubinstein. Another staunch supporter lent Lipstadt assistance from Hollywood, mogul Steven Spielberg. Simply because Irving, in his world-historic defiance of the Zionist establishment in his Lipstadt libel action (which also left a remarkably edifying court transcript that will be studied for decades), made an error with regard to Rudolph's offer of assistance, should not cause him to be branded as someone who is in "fear of the Jews." Yes, he had a regrettably naive faith, common to the English middle and upper classes, in the British court system and the judge, but this a peculiar trait of the English people, rather than a personal failing.

I do not accept the analogy between Ernst Zundel and Mr. Mahler. Zundel's research and defense team was diverse, composed of persons of Jewish background (the elderly Mr. Berg and Ditlieb Felderer); the defense lawyer was a libertarian and many other anti-Nazis like Bradley Smith were actively involved. Zundel's defense was based on the right of free speech and press and not the rehabilitation of "The Reich." Where he did raise World War Two issues it was in defense of the human rights of the German people. I am very concerned about Mr. Mahler's approach because it fails to capitalize on the German Left's new interest in the fate of the eastern and ethnic Germans after the war. Germany today is an Israeli satrapy. Canada in 1985 was a liberal utopia in comparison. To advance revisionism in the Israeli-German police state requires a coalition based on free speech, truth in history

and defense of the German people. Any suggestion that the "Reich" is also being resurrected or even defended will translate into the destruction and defeat of Mr. Mahler's cause.

Robert speaks of contemporary revisionism as "shy, bloodless and without real inspiration." The reason for that predicament in the United States at least, is due to the fact that World War Two revisionism continues to dwell in a ghetto comprised of people who are, it is sad to say, strongly sympathetic to a neo-Nazi agenda. Even those who are not of this political class continue to spout ancient, 19th century Dreyfus case terminology about "fear of the Jews."

The enemy is not "the Jews," any more than it is "the Germans" or "the Arabs." The enemy is an ideology -- Zionism, Holocaustianity, Judaism -- not a race or ethnicity. There is an entire class of Aryans, i.e. the Freemasons and the American Protestant fundamentalists, who are more rabidly Zionist than many Israelis. I was fired from my job as a reporter for the establishment media by Aryans. My chief defenders were two Judaics (Chomsky and Alfred Lilienthal). Perhaps I should go about speaking of those who are "too afraid of the Aryans" to properly organize and revitalize revisionism?

From my study of orthodox Judaism, I know that the rabbis love it when we fail to make these distinctions between Judaic people and ideology. The Kabbalah and Talmud teach that the goyim always hate "the Jews" all the time, sometimes overtly, sometimes covertly. By means of this legend, the rabbis enforce obedience and solidarity in their ranks. The more we speak categorically of "the Jews," the less likely it is that we will win the valuable allies and gain the vital counter-intelligence we need from their camp. We will also continue to drive fair-minded Judaic persons back into Zionist and rabbinic ranks, because they will reason that no matter how much they try to be decent, they will still be lumped into the category of those fearsome "Jews."

Revisionism needs a revision, thinking outside the box, coupled with mutual respect for those with whom we disagree. I happen to regard Faurisson, Butz, Rudolph and Irving as admirable men. I do not see that because Faurisson fires his cannon on the quarter deck and Irving from the main -- and I don't like either man's aim -- that this makes them any less my comrades in the battle. We are all soldiers in a fight for Truth. To hate one another because we exercise the sovereign right to choose when and how we shall fight the battle, smacks of an attempt to impose generalship over the rest of us. For good or ill, revisionism will not suffer its would-be kings and generals. Zundel had the wit to tell me, in the basement of Zundelhaus on the snowy evening of January 6, 1985, the night before he would commence his epic court battle, "Mike, there are no fuhrers here." It was on the basis of that disarming statement that I joined ranks with former SS soldier Hans von der Heide, former Allied soldier Doug Collins, Jewish information-archaeologist Ditlieb Felderer, Catholic traditionalist Doug Christie, atheist Robert Faurisson and so many others from diverse backgrounds, politics and races, to fight for Zundel's right to ask "Did Six Million Really Die?"

In my book about the trial, I did not conceal Ernst's personal Hitlerian convictions. I tried to show that as a holocaust survivor himself (having survived the firebombing of Pforzheim), Zundel's trauma was not going to result in the embrace of a politically correct philosophy. But he kept his politics distinct from the libertarian cause of freedom of speech, and this was the key to his early success. It was only later, when he groomed Ewald Althaus for leadership, that I began to see the possibility of his decline. It is not "fear of the Jews" that motivates me to remind revisionists that the German government has been found to have bankrolled even the polite neo-Nazi movement in Germany, for reasons that are too patent to require elucidation.

I write this not out of any desire to pander to Leftist bias or Judaic egomania. The book I co-wrote with Moshe Lieberman, "The Israeli Holocaust Against the Palestinians" is proving influential and enjoys brisk sales at Amazon.com, but I continue to be boycotted within the Leftist, anti-Zionist circles of Alexander Cockburn et al. because of my World War Two revisionism. This boycott is very much a product of their fear of being stigmatized, and I realize that there is a certain faction that will label me a "little Hitler" probably until the day I die, in spite of my actual beliefs and opinions. None of that fazes me. Left and Right are equally distortions in my eyes. Revisionism will one day unite both of these flawed, dying parties into a new movement, where fidelity to truth is the sole *raison d'être*. But I continue to insist that revisionism should not just be stepping on rabbinic toes and violating Zionist taboos. It should also be an affront to Aryan myths and Nazi egomania. It is to put us on the road to that revisionism of the future that I offer these observations.

Michael A. Hoffman II
Nov. 19, 2003

LES VIEUX FUSILS

Note sur l'Épuration en France

par Robert Faurisson

[Bref aperçu rédigé à la demande d'un étranger préparant une conférence sur l'idéologie régnante en Europe]

Le sujet de l'Épuration en France est immense et il a fait l'objet d'un flot de publications.

Quand j'ai reçu votre demande, j'ai voulu procéder pour vous à une étude en réduction de ce vaste sujet (étude en cinq ou six pages) et vous indiquer les principales lectures à entreprendre. Puis, je me suis rendu compte que nous allions, vous et moi, y perdre notre temps puisque, aussi bien, vous devez rendre votre copie dans deux mois à W. M. Je viens donc de prendre une décision tranchante, celle de vous fournir le minimum de renseignement et le minimum de bibliographie sur ce sujet.

Pour ce qui est de la bibliographie, tout bien pesé, il me semble que vous trouverez, à ce jour, l'essentiel de la question qui vous intéresse dans les pages 512-708 du livre de Dominique Venner, *Histoire de la Collaboration, suivi des dictionnaires, des acteurs, partis et journaux*, Paris, éditions Pygmalion / Gérard Watelet, avril 2000, 768 p. L'auteur a la juste réputation d'être de droite, mais il me paraît néanmoins équitable, prudent et bien informé. Toutefois, si vous désirez entendre un son différent, vous pouvez vous reporter aux livres soit de Peter Novick, soit de Herbert Lottman, deux auteurs juifs dans tous les sens du terme. Vous trouverez facilement leurs oeuvres en anglais. Ces oeuvres ont été publiées en français en 1985 et en 1986 ; pour Novick, *L'Épuration française, 1944-1949*, Paris, Balland et, pour Lottman, *L'Épuration 1943-1953*, Paris, Fayard.

L'usage est de distinguer, d'une part, ce qu'on appelle " l'Épuration sauvage ", c'est-à-dire les exécutions sommaires, dont le point culminant a été atteint en juin-septembre 1944, et, d'autre part, " L'Épuration légale ", qui, pour l'essentiel, a immédiatement suivi.

Sur la première forme d'épuration, Philippe Bourdrel a publié un gros ouvrage en deux volumes (1988 et 1991) : *L'Épuration sauvage 1944-1945*. Ces deux volumes ont été **corrigés** et réédités, en février 2002, en un seul volume de 573 pages à Paris, à la Librairie académique Perrin. Si vous voulez une monographie sur quelques exécutions sommaires dans un petit coin de France, je me permets de vous signaler mon condensé de 26 pages paru en anglais dans *The Journal of Historical Review*, Spring 1992, p. 5-30 ; il s'intitule : " A Dry Chronicle of the Purge, Summary Executions in Certain Communes of Charente Limousine " ; en français, " Chronique sèche de l'Épuration. Exécutions sommaires dans quelques communes de Charente limousine ", *Revue d'histoire révisionniste* n° 4 (février-avril 1991), p. 25-50.

Permettez-moi maintenant quelques remarques :

1. En 4^e de couverture de son livre de 2002, Ph. Bourdrel écrit qu'il y a eu de 10 000 à 15 000 exécutions sommaires et 780 exécutions légales. J'ai personnellement écrit que le total des exécutions de toutes sortes a dû s'élever à 14 000. Je n'ai pas le temps de vous expliquer ici pourquoi les chiffres de 30 000 à 40 000 (Robert Aron) et celui, fameux, de 105 000 n'ont pas de fondement sérieux ;

2. A ce chiffre de 14 000 exécutés, il faut, pour juger de l'étendue et de la gravité du phénomène, ajouter des centaines de milliers d'interpellations ou d'emprisonnements qui ont affecté des centaines de milliers de familles (et donc des millions d'individus). Il faut ajouter les multiples excès dont le plus connu est celui des femmes tondues. La plus faible des peines prononcées, dans des dizaines de milliers de cas, a été celle dite de " l'indignité nationale " ; cette dénomination est trompeuse ; elle minimise la gravité de la sanction ; beaucoup d' " indignes nationaux " ont eu leur carrière, ou parfois leur vie, brisée ; l'une des moindres conséquences de cette peine était une augmentation de 10% des impôts à payer ; dans toutes les études que j'ai lues, je n'ai pas trouvé mention de cette mesquinerie, pourtant bien réelle ;

3. On peut considérer que l'Épuration a commencé en 1943 et qu'elle continue encore aujourd'hui en 2003 ; elle a repris particulièrement vigueur, sous l'influence des justiciers juifs à la Klarsfeld, dans les années 1980 et 1990 avec, notamment, les procès Touvier et Papon. Bousquet n'a pas eu son " nouveau " procès d'épuration parce qu'il a été assassiné. Les organisations juives déterrent certains morts et procèdent à une nouvelle épuration en condamnant des intellectuels à la manière d'Alexis Carrel et elles obtiennent, au terme d'espèces de procès en sorcellerie épuratrice, que les rues, les places, les monuments qui perpétuent les noms de ces personnes soient débaptisés ;

4. La fièvre épuratrice était retombée à la fin de la 4^e République ; elle a repris avec le retour de Charles de Gaulle au pouvoir (1958) et l'instauration de la 5^e République ; en réprimant les partisans de l'Algérie française, ce personnage s'est remis à fusiller de ses compatriotes ; il a encouru une lourde responsabilité dans l'Épuration de 1944 à 1946 ; il a refusé sa grâce dans 768 cas, c'est-à-dire que, 768 fois, il a ouvert sa porte aux avocats de personnes condamnées à mort et, 768 fois, il a, en refermant sa

porte sur ses visiteurs, déclenché la fusillade par le peloton d'exécution. A ceux qui lui trouvent de la grandeur ou de l'humanité de " roi très chrétien ", je conseille l'exercice qui consiste à se lever de sa chaise et à se diriger vers la porte de la pièce où nous nous trouvons pour l'ouvrir et la fermer 768 fois. An bout de trois ou quatre fois, par humanité, je fais grâce ;

5. A la fin de la 4e République, il était permis et courant de dire que l'Epuraton constituait une page déshonorante de l'histoire de France ; on citait, en particulier, le cas de l'écrivain Robert Brasillach, fusillé le 6 février 1945 ; aujourd'hui, la grande presse et les hommes politiques ne s'avisent plus de manifester un tel repentir mais, au contraire, sortent R. Brasillach et d'autres fusillés de leurs tombes pour les fusiller à nouveau au nom de la défense de la mémoire juive. Il est aujourd'hui courant d'affirmer que la justice épuratrice a été aveugle en ce qui concerne les " crimes " commis contre les juifs ; on ne rappelle jamais que beaucoup de juifs (appelés plus tard " juifs bruns ") ont collaboré avec les Allemands et, à la Libération, ont bénéficié du privilège d'être soustraits aux tribunaux fusilliers pour passer devant des " tribunaux d'honneur " uniquement composés de leurs coreligionnaires, qui les ont acquittés en première instance ou en appel, tout cela sous la présidence d'un haut magistrat juif, Léon Meiss ; parmi les huit commandants juifs successifs du camp de Drancy, près de Paris, un seul est passé devant un tribunal fusilleur et...a été fusillé ;

6. Un tribunal doit normalement être impartial ; or les tribunaux de l'Epuraton avaient l'obligation d'être partiaux puisque le jury, quand il y en avait un, devait posséder parmi ses membres un nombre déterminé de Résistants, c'est-à-dire, de personnes résolument hostiles, par principe et par action, aux accusés qu'ils avaient à juger ; en ce sens, on est en droit d'affirmer que la distinction entre " Epuration sauvage " et " Epuration légale " est largement contestable ; l'Epuraton dite " légale " a été clairement contraire à la loi normale ; en ce sens, elle a donc été " d'exception " et criminelle, elle aussi ;

7. Il est communément admis que, parmi les victimes de l'Epuraton, les plus atteintes ont été soit les intellectuels, soit les pauvres gens et que les " collaborateurs économiques " ont bénéficié d'indulgence ; c'est faux ; de récentes études ont prouvé qu'il n'en était rien ; les " collaborateurs économiques " ont été lourdement sanctionnés ; toutes les couches de la population ont été atteintes ;

8. Les victimes de l'Epuraton ont été, en grande majorité, des personnes qui avaient été favorables soit à l'Etat français, soit aux Allemands, leur principal motif politique, quand il y en avait un, étant l'anticommunisme (et non pas l'amour des Allemands ou la haine des juifs) ; mais, parmi ces victimes, il faut aussi compter des anarchistes ou des libertaires assassinés par les communistes, comme cela avait été le cas en Espagne ; en 1984, une association de Perpignan dite " les Amis de Puig Antich de la Fédération anarchiste et des libertaires " a publié sur le sujet un livre de 240 pages intitulé : *1944. Les dossiers noirs d'une certaine Résistance* ;

9. Le Parti communiste français a été d'autant plus implacable dans sa politique générale d'assassinat, de vengeance et de règlements de compte qu'il cherchait à masquer sa propre collaboration avec les Allemands au début de l'Occupation, aux beaux jours de la politique du Pacte germano-soviétique ;

10. Des organismes juifs, des autorités juives ou des individualités juives ont joué un rôle particulièrement significatif aussi bien dans les attentats contre les Allemands ou contre les " collaborateurs " que dans l'Epuraton sauvage ou légale. Aujourd'hui, ils sont à la pointe de " la nouvelle Epuration " ; en obtenant le vote de la loi Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990, ils ont couronné une entreprise de répression commencée au début des années 1940 et connue alors sous le terme d'Epuraton. Il est à noter que le vote de cette loi, exorbitante de tout droit normal dans une démocratie, a tout de même suscité au début beaucoup de critique ou de réprobation ; cependant, au fil du temps, les voix des protestataires se sont éteintes. Il est aujourd'hui dangereux de réclamer l'abolition de cette loi ; à droite, Jean-Marie Le Pen n'ose plus s'y risquer et, à gauche, l'avocat Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, réclame avec une lourde et brutale insistance l'application d'une loi que, dix ans plus tôt, il réprouvait (voy. *La Lutte contre le négationnisme*, Actes du colloque du 5 juillet 2002 à la cour d'appel de Paris, la Documentation française, juin 2003, p. 96-99, où, à huit reprises dans sa brève intervention, l'avocat traite les révisionnistes de " menteurs " qu'il conviendrait de châtier sans l'ombre d'une hésitation).

Conclusion : L'Epuraton, en France, soit sous ses formes anciennes (essentiellement gaulliste, communiste et juive), soit sous sa forme nouvelle (essentiellement juive) reste un phénomène dont on ne peut prévoir la fin.

J'ai conscience de laisser de côté bien d'autres points importants.

30 novembre 2003

Additif du 3 décembre 2003

La haine épuratrice reste vivace près de soixante ans après ces événements de l'été 1944. Aujourd'hui même, sur Radio France, lors de l'émission " Là-bas, si j'y suis ", de Daniel Mermet, on a pu entendre une ancienne " tondue " raconter ses amours avec un soldat de la Wehrmacht. Agée de 81

ans, la dame a tenu à préciser que la Wehrmacht n'était pas à confondre avec les SS, et encore moins avec la Milice ; non sans satisfaction, elle a raconté qu'à la Libération, un "salopard" de Milicien, avait été arrêté par les Résistants, qui l'avaient entièrement dénudé et lui avaient arraché les yeux avec une fourchette. L'horreur du récit, authentique ou inventé, et la satisfaction de la narratrice n'ont fait, de la part de D. Mermet, l'objet d'aucun commentaire.

En 1948, l'abbé Desgranges avait publié son ouvrage sur *Les Crimes masqués du 'Résistantialisme'* (Paris, L'Elan). La bande-annonce du livre portait : " Pour un seul innocent, Dreyfus, on s'arrachait 'J'accuse!'"

Lire : Sous la direction de Marc Olivier Baruch, *Une poignée de misérables / L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, mai 2003, 615 p. Rivalisant d'orthodoxie, les quatorze auteurs n'en développent pas moins la thèse selon laquelle l'Épuration a été un phénomène " massif " et " prolongé ", d'une gravité et d'une ampleur considérables. Ils estiment que Charles de Gaulle " dit ce que les Français veulent croire " lorsque, dans son message du 14 octobre 1944, il parle d' " une poignée de misérables, dont l'Etat fait et fera justice ". M. O. Baruch va jusqu'à préciser que son livre entend exposer " l'histoire inverse " de cette histoire à la de Gaulle (p.7-8). Soit dit en passant, cet ouvrage semble le premier à rappeler que les indignes nationaux, qui tous étaient frappés de la peine de la dégradation nationale, étaient " redevables d'une majoration de 10% de leurs impôts (ordonnance du 31 décembre 1945 " (p. 58). De l'indignité nationale, Jean Galtier-Boissière se demandait à juste titre si elle n'était " pas proprement le 'statut des Juifs' retourné par les Résistants contre leurs adversaires politiques " (*Mon journal depuis la Libération in Journal 1940-1950*, Paris, Quai Voltaire, 1992, 28 décembre 1944, p. 296). L'une des collaboratrices de M.O. Baruch, Anne Simonin, chargée de recherches au CNRS et membre de l'Université de Caen, se bat les flancs pour essayer de prouver que le statut des juifs était plus grave, mais elle n'y parvient nullement (p. 48, 56).

DÉLICATE MÉMOIRE

La Pologne et l'Allemagne demandent à l'UE de les aider dans leur travail de mémoire *Crise à propos des expulsions de l'après-guerre*

A six mois de l'élargissement de l'Union européenne, l'Allemagne et la Pologne viennent, ensemble, de lancer un appel aux Européens pour les aider à surmonter le problème surgi entre les deux pays à propos des expulsés allemands d'Europe centrale à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Dans une déclaration commune publiée mercredi 29 octobre à Gdansk, le président de la République allemande, Johannes Rau, et le chef de l'Etat polonais, Alexandre Kwasniewski, ont invité "à un dialogue européen sincère sur cette question importante qui touche à notre passé et à notre futur communs", souhaitant que "de hautes personnalités, responsables politiques et représentants de la société civile, y apportent leur contribution".

Cet appel fait suite au projet de la fédération des associations allemandes d'expulsés de créer à Berlin un Centre destiné à commémorer les millions de déplacés qui ont été victimes, lors de l'effondrement de l'Allemagne nazie, du redécoupage des frontières en Europe centrale et de la politique d'expulsion de tous les Allemands vers ce qui restait de leur pays à l'est de la frontière Oder-Neisse.

Compte tenu de la mauvaise réputation de certaines de ces associations, qui n'ont jamais cessé de réclamer des réparations morales et financières en éludant les responsabilités allemandes, ce projet, défendu par une partie de la droite chrétienne-démocrate, a été suspecté par ses adversaires, y compris en Allemagne, de visées revanchistes. Il a déclenché de très violentes réactions en Pologne de la part des autorités et de personnalités comme l'ancien ministre Bronislaw Geremek.

Si le gouvernement allemand, formé par les partis social-démocrate et Vert, ne peut être suspecté de sympathie pour les associations d'expulsés, il ne peut cependant pas balayer l'affaire d'un revers de main. Ces dernières années ont vu les Allemands se pencher, pour la première fois depuis la guerre et la réunification de 1990, sur ces questions taboues qu'étaient les bombardements massifs des villes par les alliés durant la guerre et les victimes des expulsions massives.

Il s'agit d'un épisode mal connu du public en France. Une quinzaine de millions d'Allemands vivaient avant guerre en Europe centrale, la grande majorité dans ce qui est aujourd'hui la Pologne (Prusse orientale, Poméranie, Silésie). Beaucoup ont connu l'exode devant l'Armée rouge, ceux qui restaient ont été expulsés, par les Polonais, les Tchèques (Sudètes). En Pologne, les territoires vidés ont été repeuplés de Polonais et d'Ukrainiens déplacés ou eux-mêmes expulsés de territoires annexés par l'URSS. La réunification allemande y a réveillé de nombreuses craintes sur le retour des Allemands. La crise déclenchée avec Prague par l'association des anciens Sudètes, qui a profité des négociations d'élargissement de l'Union pour exiger, avec le soutien des droites autrichienne et bavaroise, la révocation des décrets d'expulsion, a entretenu un climat détestable.

Saisi de la question des Sudètes, le Parlement européen a estimé cette année qu'on ne pouvait pas revenir sur l'Histoire. Il a rappelé que l'unification européenne devait précisément aider à la surmonter en

consolidant les bases de l'état de droit. Dans leur déclaration, les chefs d'Etat allemand et polonais reconnaissent que cet épisode tragique "a changé profondément beaucoup de sociétés et continue d'influencer les relations entre nos peuples". Ils insistent sur la nécessité de tourner la page, estimant que le droit à la mémoire de chacun doit être honoré par un travail collectif des Européens ; qu' "il n'y a plus place aujourd'hui pour des revendications de réparations, pour se renvoyer la faute et comptabiliser les griefs et les pertes".

Dans un sondage de l'institut Allensbach publié par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, 94 % des Allemands pensent que la guerre a signifié aussi pour eux "des souffrances et des victimes". 77 % pensent qu'elles méritent "la compassion". Mais seulement 35 % se prononcent pour le projet des associations d'expulsés, 38 % étant contre.

Henri de Bresson, *Le Monde*, 1er novembre 2003.

Quinze millions de personnes expulsées, dans des conditions terribles. Ce n'est pas rien. Des millions de morts sur les routes... C'est "mal connu" en France. Forcément, des Allemands, ça n'intéresse personne...

UN MORT QUI BOUGE

Le révisionnisme est peut-être moribond, si on devait en croire certains qui ont un goût pour les proclamations atrabilaires, mais il n'est pas mort. Il bouge encore. Soupçonne-t-on qu'il se forme des "clubs révisionnistes" dans des villes moyennes, à travers le monde. par exemple, à Chihuahua, Mexique ? Des gens de ce club ont contacté nos camarades irlandais récemment:

Hello Irish fellas!

It is a pleasure and an honor for me to salute you from the mexican nothern city of Chihuahua.

I am the president of a revisionism association in this city, we are taking advantage that revisionism is still not a crime in this country, we know that one day it will, but we hope that by then we have covered most cities of this country.

As I said, the association members think that it is a must to establish contact with other revisionists overseas; so far we have done it with people from Spain and Argentina, for example.

Until now, we hadn't established contact with people outside the Hispanic world, and we decided that Ireland would be our first. Why? Because Ireland's and Mexico's history have very important things in common. First, religion: as you know catholicism is part of our nation's soul and core. Second, we have been invaded and trampled by the same enemy: named England or her son, the abominable US is nothing but the same. Just as they invaded the north of your island, the US unfairly stole half of our land in 1847, yes, exactly the black year of the irish famine. Independent Mexico, in 1821 covered the actual territory of Mexico plus the northamerican states of California, New Mexico, Nevada, Arizona, Texas, Utah and parts of Wyoming and Colorado. Besides, the southern border of Mexico was Costa Rica. Yes, that was the Catholic Empire of Mexico, before masonry and the jewish-dominated american government, by the means of betrayal and infiltration, torn us apart.

It's time for us to unite our hands and start a fight against the world oppresors: jewish warmongers and their puppet allies governments led by genocide George Bush.

Sieg heil Ireland! Viva Mexico!

Carlos

L'histoire a laissé des traces. Les oppressions même anciennes ne sont pas subies sans réaction. C'est l'immense terrain, fertile des revendications de libération et de liberté qui sera le terreau du révisionnisme historique, bien au delà de la deuxième guerre mondiale, de ce qui s'est passé dans les camps et de la monopolisation de ces tragédies au profit de l'aventure coloniale des sanguinaires sionistes.

POUBELLE : LES DERNIERS RELENTS

Antisémitisme: la Bicyclette bleue déraile

par **Didier Daeninxxxx**

Régine Deforges tient boutique littéraire, deux fois par mois, dans les colonnes de *l'Humanité*. L'une de ses dernières chroniques s'intitule "L'éclaircie" (édition du 5 novembre 2003). Elle y traite des déclarations de ce courageux général d'aviation israélien, Yiftah Spector, qui voit dans l'accélération des occupations de terres par les colons l'un des dangers majeurs pour l'existence même d'Israël. Alors que

les états de service de ce gradé de haut rang montrent qu'il a participé à toutes les batailles décisives, il ne craint pas d'affirmer aujourd'hui qu'il "s'engage à ne plus obéir aux ordres illégaux et immoraux" et qu'il refusera de "prendre part à des attaques aériennes contre des centres de population civile". Il appelle enfin chaque soldat israélien à désobéir "si un drapeau noir se lève dans sa conscience" à la réception d'un ordre immoral.

La deuxième partie de la chronique est consacrée au plan de paix présenté à Genève par deux anciens ministres, l'un israélien, l'autre palestinien, basé sur l'abandon par les Palestiniens de la notion de "retour", le partage de la souveraineté sur Jérusalem, et la restitution par l'Etat Hébreu de près de 98% de la Cisjordanie.

Si l'article s'était terminé là, nous ne pourrions que souscrire à la vision de Régine Deforges et nous poser, également, la question qui clôt le paragraphe: "Une éclaircie se ferait-elle dans le ciel israélo-palestinien?"

Hélas, les dix lignes suivantes ruinent l'espoir, un moment entrevu, d'une convergence possible avec l'auteur de *La bicyclette bleue*. Elle écrit en effet ceci: "Le livre d'Israël Shamir, *L'Autre visage d'Israël*, a été retiré de la vente, à la suite de pressions sur Denis Bourgeois, coéditeur avec Franck Spengler, de l'ouvrage, sous prétexte de 'passages antisémites'.

'Des passages de la traduction française, lus trop hâtivement, présentent un caractère antisémite. Aussi, les éditions Balland ont-elles décidé d'interrompre immédiatement la commercialisation de l'ouvrage' a annoncé Denis Bourgeois contre l'avis de Franck Spengler. Selon l'éditeur, l'auteur de ce livre traduit de l'anglais, citoyen israélien d'origine russe, s'en prend à la politique actuelle du gouvernement Sharon et prône la création pacifique d'un Etat israélo-palestinien".

Et Régine Deforges de conclure ironiquement: "Prise de position qui mérite pour le moins que l'on retire le livre de la vente avant de le brûler, et l'auteur avec."

La première remarque que l'on peut faire est, que s'agissant "d'antisémitisme", le recours à l'image des livres et des corps brûlés, pour protester contre la censure d'un ouvrage, est saisissant.

Le problème, c'est que si la billettiste de *l'Humanité* prend la défense de l'auteur et de l'un de ses éditeurs persévérants, elle ne nous dit rien du contenu de "*L'autre visage d'Israël*", **texte que nous nous sommes procurés. [20 euros à la librairie du coin !]** Une lecture, même rapide, fait apparaître que l'accusation infamante portée sur cette entreprise n'est pas dénuée de bases.

Première **surprise**: l'édition anglaise a été traduite par un certain Marcel Charbonnier qui laisse traîner ses courriers sur le site du militant négationniste Serge Thion ainsi que sur celui de Christian Bouchet, le fondateur du groupuscule néo-nazi Unité Radicale. Lorsqu'il ne traduit pas, il qualifie la Sorbonne de "Territoire Français Occupé" et menace ses interlocuteurs en ces termes: "Dites, s'il vous plaît à vos amis israéliens, lorsqu'ils devront dégager de la Palestine, que le dernier à quitter n'oublie pas d'éteindre sa menorah, et rappelez-leur que le Tserfatit est le pays le plus antisémite sur la planète: par conséquent, il sera préférable pour eux de s'embarquer sur Exodus II à destination du Kamtchatka: Not in my garden!".

On précisera que la menorah est le chandelier du culte juif, et que le terme Tserfatit désigne la France. Marcel Charbonnier avait déjà publié Israël Shamir sur son site Point d'Information Palestine, en mars dernier. Une diatribe intitulée "Les oreilles de Midas" dans laquelle il était question de "juiverie qui pousse à la guerre". Cela avait entraîné une ferme condamnation de Shamir et de Charbonnier de la part de l'Association France Palestine Solidarité et de son président monsieur Ravenel, comme le précise Ariane Chemin dans *le Monde* du 4 avril 2003..

Voilà pour le traducteur, mais on nous répondra que ce n'est que le traducteur. Allons plus avant.

Le texte a ensuite été "établi", c'est-à-dire vérifié, par une vieille connaissance: Maria Poumier. Cette collaboratrice active de Roger Garaudy est également du cercle premier de la Vieille Taupe, en compagnie de Pierre Guillaume et de Serge Thion. On la retrouve dans toutes les tentatives rouges-brunes de ces dernières années. Elle parvient à donner le change en voyageant en Palestine aux côtés de personnalités d'extrême-gauche, qui ignorent probablement qu'elle fait ensuite figurer leurs noms près du sien **pour troubler les esprits**. Elle milite pour Cuba, horizon d'élection de Régine Deforges, et se fait régulièrement inviter par l'ambassade comme le 21 octobre dernier, pour le 150ème anniversaire de la naissance de José Martí. [*Elle traduit Martí en français, pauvre pomme !*] Là encore, muni de ce précieux viatique, elle profite du trouble pour fournir des articles sur le Moyen-Orient aux sites pro-castristes français qui se trouvent aujourd'hui dans la **position délicate de les nettoyer de leurs archives**.

Mais venons-en à l'auteur lui-même, Israël Shamir, dont les collaborations fleurissent **sur les sites négationnistes les plus nauséux**. Sa dernière contribution au site du **plagiaire** Serge Thion date du 25 novembre 2003. Sous le titre: "Il est minuit moins cinq, docteur Sharon", il liste les crimes perpétrés par les Juifs durant ces deux derniers siècles, parmi lesquels "les massacres massifs de prisonniers de guerre allemands en 1946" et révèle que les Israéliens "ont été impliqués dans l'assassinat du président Kennedy", et probablement dans celui "d'Anna Lindh, ministre suédoise des Affaires étrangères qui appelait au boycott d'Israël".

Tout ceci n'est qu'une entrée en matière, car le plus accusateur est dans ce livre défendu par Régine Deforges, imprimé sur près de 400 pages. Le journaliste Johan Weisz, du site Proche-Orient Info a recensé tous les passages antisémites imputables à Israël Shamir. Un torrent de boue. Qu'on en juge à partir de ces seuls exemples que l'on pourrait aisément multiplier:

- "Jésus sauve, mais Moïse investit. L'influence juive ne s'arrête pas là ou le dollar s'arrête".
 - "Il faudrait considérer les Protocoles des Sages de Sion comme un "pamphlet politique".
- "Apparemment, certaines idées des Protocoles ne seraient pas étrangères à certains Juifs".
- "En fait, si les Protocoles n'avaient aucun lien avec la réalité, ils n'auraient pas la popularité qui est la leur".
 - "Les Etats-Unis soutiennent à fond la machine de guerre judéo-nazie", "Les plans des judéo-nazis sont sur la table. Les médias qu'ils contrôlent étouffent les reportages et les commentaires sur l'holocauste palestinien".
 - "L'état juif doit être dénazifié, aussi complètement que l'Allemagne l'a été en 1945".
 - "Elie Wiesel, le pleurnicheur holocaustien "par ici la monnaie".
- On arrêtera là avec les citations de ce "citoyen israélien d'origine russe".

La parution de ce brûlot antisémite **autour duquel s'agitent les spectres de la secte de la Vieille Taupe** détonne dans le catalogue des éditions Blanche dirigées par Franck Spengler. [*Les "spectres de la secte"... ça fait peut-être beaucoup.*] L'essentiel des titres relève en effet du genre érotique. On trouve par exemple la littérature leste de Serge **Quadruppani** et quelques histoires à faire rosir les collégiennes issues de la plume de Régine Deforges.

Même si c'est assez piquant à noter, cela n'explique pas qu'elle ait pris la défense d'une publication aussi effrayante que *"L'autre visage d'Israël"*. L'article de Régine Deforges a suscité des réactions indignées*. Le responsable de la rubrique, contacté par nos soins, nous a confirmé le 27 novembre que son journal n'avait pas jugé utile de publier le moindre écho pour informer les lecteurs du contenu réel du livre d'Israël Shamir. Il s'est contenté de faire **un procès d'intention à la rédaction d'amnistia.net avant de raccrocher au nez de notre journaliste.** [*L'ahuri n'est plus en odeur de sainteté à l'Huma, ils sent mauvais, ses actions baissent...*] Une position qui ne fait pas l'unanimité à *l'Humanité*. Selon lui, nous serions en fait animés par le désir d'affirmer que Régine Deforges serait antisémite et que *l'Humanité* participerait à une "campagne". * Pour en savoir plus, voir le mail envoyé à la rédaction de *l'Humanité* par Gilles Karmasyn II ne lui vient pas à l'esprit, au moment où le journal de Jaurès s'apprête à fêter son centenaire, que nous nous attachons à informer sur les tentatives de banalisation du discours raciste, et celui de Shamir en est l'un des plus insidieux. Une dernière chose. Le fait que le patron des éditions Blanche, Franck Spengler, soit le fils de Régine Deforges, (ce qu'elle oublie de mentionner dans son plaidoyer) ne nous éclaire pas davantage, sinon sur la déontologie qui a cours dans un certain monde littéraire. Cela signifie simplement que, parfois, une Bicyclette bleue peut se transformer en sinistre tandem.

Vendredi 28 novembre 2003

<<http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/shamir/shamir.htm>>

Ce mercenaire du bas empire vend ses papiers. Nous, nous les offrons gratos.

***Voici le courrier de Zinzin** ("Notre lettre à Régine Deforges, suite à sa chronique parue dans *l'Humanité* le 5 novembre 2003, critique à l'égard du retrait de l'ouvrage de Shamir. ")

Ces extraits ont été pour la plupart d'abord publiés sur le site proche-orient.info le 22 octobre 2003. Nous possédons l'ouvrage de Shamir et avons vérifié et parfois complété ces citations.

Israël Shamir, un antisémite dans le texte...

Israel Shamir, journaliste israélien adulé par une certaine catégorie de militants "antisionistes", parce qu'il produit une critique extrêmement violente contre Israël, est également adulé par tous les antisémites. C'est en fait un antisémite hystérique, non à cause de sa critique radicale d'Israël, mais bien parce qu'il accompagne cette critique des pires poncifs antisémites. Des militants arabes pro-palestiniens l'ont écrit, des personnalités peu soupçonnables de sympathie pro-israélienne (dont un proche d'Arafat) l'ont dit. Cela, nous l'avons établi dans une autre page de ce site:

<<http://www.phdn.org/antisem/antion/shamir.html>>

En septembre 2003, les éditions Balland, co-éditaient avec les éditions Blanche (plutôt spécialisées dans la littérature érotique), sous le titre *L'autre visage d'Israël*, un recueil d'articles d'Israel Shamir, traduction d'une compilation en anglais intitulée *Galilee Flowers*. La plupart des articles dataient de plusieurs mois et avaient déjà été publiés sur Internet, notamment en français. Le texte, lit-on en page 5, a été établi par Maria Poumier. Ce qui n'est pas dit, c'est que cette dernière est depuis longtemps proche des **milieus négationnistes** français. L'ouvrage ne propose pas seulement une critique

radicale d'Israël; il multiplie les pires sorties antisémites. Il a été disponible pendant le mois d'octobre 2003 en très bonne place dans les plus grandes librairies. Denis Bourgeois, directeur des éditions Balland, averti fin octobre de la teneur de l'ouvrage dont il ignorait auparavant la nature, a décidé courageusement de le retirer de la vente. Franck Spengler, responsable des éditions Blanche vrai maître d'œuvre de la publication de l'ouvrage, s'est opposé à ce retrait en niant le caractère antisémite de l'ouvrage et en prétendant que le retrait était uniquement motivé par la teneur "antisioniste" des articles de Shamir.

Nous ignorons quelles sont les motivations de Franck Spengler pour avancer une telle énormité. Est-ce ce fameux aveuglement "antisioniste" qui fait dire à certains que dès qu'un propos est hostile à Israël, il est consubstantiellement lavé de toute possibilité d'antisémitisme, que les antisémites auraient été assez délicats pour éviter soigneusement toute critique d'Israël afin de ne pas gêner les "antisionistes" sincères ? Nous ne le saurons sans doute pas. Force est de constater que l'argumentaire de Spengler a largement été repris par les thuriféraires de Shamir, et les proches de Spengler. C'est par exemple la propre maman de Franck Spengler, Régine Deforges, qui dans une chronique parue dans *L'Humanité* le 5 novembre 2003, faisait de l'ironie sur le retrait de l'ouvrage de Shamir en adoptant l'argumentaire de Spengler, mais aussi en omettant d'informer ses lecteurs que ce dernier était son fils...

L'antisémitisme de Shamir peut être établi en utilisant d'autres textes que ceux publiés par Balland/Blanche, mais il nous a semblé utile de permettre aux curieux de disposer d'extraits tirés de l'ouvrage*. Il n'est presque pas nécessaire de les commenter. Ils démontrent avec éclat le caractère délirant de l'antisémitisme de Shamir, et le caractère grotesque de la défense de Spengler.

Sur le thème de la domination juive mondiale et des "Juifs et l'argent":

"la presse américaine, dominée par les Juifs " (p. 53)

"il semble que les Juifs (en tant que groupe distinct des non-juifs) soient unis par une volonté commune, un objectif unique et un sentiment de puissance. L'intoxication par le pouvoir et l'unité a amené ces gens cauteleux à laisser tomber le masque, à renoncer aux faux-semblants. La nouvelle ouverture nous fournit un aperçu sans précédent de l'âme des Juifs et de leurs supporters mammonites." (p. 245)

"Aussi, après bien des années de sélection continue, les forces pro-juives ont atteint les positions de la toute puissance aux États-Unis. Par ailleurs, l'Amérique était presque vouée à devenir un État néo-juif en vertu de son idéologie. " (p. 250)

"L'autre groupe d'alliés [parmi les philosémites] est constitué par les hommes d'affaires purs et durs qui apprécient le côté pratique de l'idéologie juive. Ils aiment l'idée du Mob, la chasse à l'argent, l'indifférence à la morale et aux conséquences sociales que cela peut avoir, l'indifférence à la propriété et à la vie d'autrui. Les gens qui voient tous les autres comme des ennemis, et la vie comme une bataille perpétuelle, remarquent que dans l'idéologie juive, aucun étranger n'est considéré comme un "voisin". Voilà pourquoi les dirigeants qui étaient les plus cruels, les princes et les rois, étaient ceux qui prenaient des juifs comme conseillers et ministres. Ils apprenaient d'eux comment ignorer leurs sujets." (p. 252)

"Les Juifs ne sont ni un peuple, ni une religion, ni une race. Il s'agit d'une organisation quasi religieuse; quelque chose qui ressemble à une Église catholique qui serait intimement liée au Fonds Monétaire International, de même que le courrier électronique est associé au téléchargement de fichier sous Windows. On peut rencontrer toutes sortes de catholiques, mais les décisions sont prises à Rome. On peut rencontrer toutes sortes de juifs, mais les décisions sont prises à Wall Street." (p. 252)

"Jésus sauve, mais Moïse investit. L'influence juive ne s'arrête pas là où le dollar s'arrête. Les idéaux des Américains sont façonnés par Hollywood, avec son culte du lucre et du succès. Leurs réflexions sont alimentées par les éminences juives dans les universités et les médias. Pour leur confort, ils "boivent" le New York Times* comme du petit lait. Leur histoire a rétréci et s'est réduite aux études sur l'Holocauste. [...] Il importe peu aux Américains que leur politique soit aux mains de gens qui n'ont de dévotion que pour la cause des Juifs. " (p. 254)

*Le New York Times est qualifié de "journal juif" (p. 70)

" Je me sens très bien avec moi-même, et avec la plupart des juifs que je rencontre. Séparément, nous sommes sympathiques et chaleureux. Enfin, aussi sympathiques que n'importe qui. Mais ensemble, nous constituons une machinerie sociale redoutable et repoussante, liée par un pacte infernal à la rapacité et à la cupidité. J'aime les "Juifs" tout autant que le grand américain David Thoreau aimait l'Empire américain, que Voltaire aimait son Église catholique, qu'Orwell aimait son Parti stalinien." (p. 254-255)

"L'emprise judéo-mammonite a éliminé les forces vives de l'Amérique et les a guidées vers le dépérissement. " (p. 256)

" L'influence grandissante des Juifs s'est accompagnée de la divergence : les riches sont devenus plus riches, les pauvres plus pauvres, et les classes moyennes ont perdu. C'était prévisible, car traditionnellement la prospérité de la communauté juive augmente en proportion inverse de l'intérêt des gens ordinaires. La Bible nous fournit un schéma archétypique, avec l'histoire de Joseph et ses frères qui prospéraient en mettant en esclavage les Egyptiens pour le compte du Pharaon. [...] Ce n'est pas par hasard si les quartiers juifs étaient tout près des palais royaux partout en Europe." (p. 257-258)

"Sous les Juifs Hollywood a rendu le cinéma américain encore plus violent, moralisant, répugnant et philistin." (p. 258)

"L'introduction de la fureur, de la haine et de l'esprit de vengeance dans l'argumentation de l'adversaire est une arme idéologique puissante dans la tradition juive." (p. 260)

"L'idée judéo-américaine émasculera le monde si on ne la retient pas." (p. 264)

"L'idée judéo-américaine est fermement reliée à la vie biologique, mais rejette l'esprit. Ce n'est pas pour rien que nulle grande œuvre d'art, nulle grande idée n'apparaît sous son règne." (p. 264)

Shamir recopie là un argumentaire de l'antisémitisme "culturel" puis racial du XIX^{ème} siècle!

Poursuivons :

"Selon les Juifs, il y a deux sortes de réussite. D'une part le succès à l'intérieur de la communauté qui passe par l'étude du Talmud. D'autre part, le succès dans le vaste monde des Juifs et des Gentils. Celui-ci se mesure à l'accumulation de l'argent et du pouvoir. [...] Il y avait bien des Gentils qui partageaient leur point de vue, mais qu'il s'agisse de Richard III ou d'Harpagon, ils étaient plutôt considérés comme des monstres que comme des modèles de réussite." (p. 265-266)

Shamir admet que les Protocoles des Sages de Sion ne sont pas un document "authentique", mais martèle qu'il s'agit d'un document véridique. Il s'agit d'une vieille stratégie antisémite de réhabilitation des Protocoles, faux antisémite fabriqué par la police tsariste au tout début du XX^{ème} siècle.

Place à la parole de Shamir :

"La concentration du capital dans les mains des financiers, la concentration des médias dans les mains de quelques magnats, l'assassinat extrajudiciaire des leaders qui ne se soumettent pas, les marchés financiers, avec leurs multiples produits dérivés qui ponctionnent la richesse et l'accumulent entre les mains des prêtres de Mammon; le profit ("les forces du marché"), seule mesure de succès de toute stratégie (Non l'intérêt des Protocoles n'a pas disparu, car le plan qui y est décrit, consistant à instaurer un régime oligarchique (non nécessairement juif), est en train d'être mis en vigueur, en temps réel; cela s'appelle le nouvel ordre mondial." (p. 275)

"Apparemment, certaines idées des Protocoles ne seraient pas étrangères à certains Juifs." (p. 279)

"En fait, si les Protocoles n'avaient aucun lien avec la réalité, ils n'auraient pas la popularité qui est la leur. Les Juifs sont suffisamment puissants pour rêver de domination, et certains le font. Apparemment, certaines idées juives ont trouvé place dans ce texte." (p. 280)

Le constat est accablant : Shamir adhère donc de fait à la rhétorique antisémite des Protocoles!

Shamir écrit encore :

"En résumé, une grande partie (pas la totalité, toutefois) des projets prêtés au Juifs par les Protocoles sont en effet les idées utiles ou nécessaires pour le bien-être communautaire des Juifs [...]. Il ne faut pas aller chercher plus loin le succès jamais démenti des Protocoles." (p. 284)

Shamir, dont le pedigree martèle qu'il est un "Juif israélien" recopie, pourtant des poncifs antijuifs chrétiens :

"ceux qui ont rejeté le Christ ont été condamné à errer jusqu'à ce qu'ils comprennent leur erreur." (p. 56)

Faut-il souligner que la présente sélection est très loin d'être exhaustive et qu'il existe bien d'autres propos qui démontrent qu'Israël Shamir est d'abord et avant tout un antisémite hystérique ? Ceux qui prétendraient le contraire ou que le motif du retrait de l'ouvrage ne serait pas l'antisémitisme devront expliquer en quoi chacun des extraits donnés plus haut n'est pas antisémite.

<http://www.phdn.org/antidem/antision/shamircitations.html>

COURSES DE HAIES À LA COUR DE LA HAYE

Les commentaires acerbes ou ironiques sur le TPI, le tribunal pénal international, que ce soit dans la version Yougoslavie (La Haye) ou la version Rwanda (Arusha, au pied du Kilimandjaro, en Tanzanie) ne manquent pas. Mais quand il s'agit d'évaluer les résultats des courses, on voit bien qu'il s'agit d'un cheval borgne, unijambiste qui succombe sous le poids des moralismes inavoués et des politiques de force des puissances.

L'observatrice du *Monde*, Stéphanie Maupas, écrit le 2-3 novembre 2003:

"La reconnaissance des crimes par leurs auteurs est pour le tribunal l'un des objectifs les plus forts, symboliquement, de sa mission". On rêve effectivement de voir Bush ou Blair venir, en robe de bure, avouer les innombrables crimes. Mais pour des raisons obscures, ils ne viendront pas.

Cette reconnaissance, avoue en sanglotant cette observatrice, "anéantit **les tentatives négationnistes**". "Elle est reconnaissance des victimes et inscrit leur douleur dans l'Histoire". Passons sur ce pathos. Le nanan arrive:

"Mais, outre sa fonction symbolique, le passage aux aveux, en évitant un long procès au cours duquel devraient être établis les faits et les responsabilités, permet d'alléger les coûts d'un système

judiciaire surchargé." Quel extraordinaire aveu ! Eviter d'établir les faits ! Système génial, directement emprunté à la parodie qu'ils appellent "justice" chez les Anglo-Saxons. On marchandé: "Voyons, si vous n'avouez pas, on vous file le max; vous nous balancez un petit aveu, aux petits oignons, sur un truc pas trop grave, qui va pas chercher trop loin, on oublie le reste; on vous condamne, pas trop lourd, ça limite les frais, ça va plus vite, on est bien vu par nos supérieurs (ou nos électeurs) et tout le monde est content. Topez-là."

C'est bien ce que Maupas avoue, de son côté: "Le repentir est précédé d'un contrat écrit entre le procureur et l'accusé, dont la rédaction fait l'objet de longues tractations (voir plus haut). (...) En échange de leur coopération, les accusés bénéficient du retrait d'une partie des charges (voir plus haut), parfois de protections particulières et, généralement, d'une peine allégée".

Ainsi l'ancienne vice-présidente des Serbes de Bosnie, qui avait plaidé coupable, a écopé de 11 ans, alors que le maire de Prijedor, qui a refusé, a pris perpète. "la sentence est à la discrétion des juges. Mais les deux sentences **ont accéléré le rythme des aveux**. Et considérablement amélioré les "statistiques" du tribunal".

On voit que la seule loi de ce tribunal est le cynisme. Le mieux étant de ne pas établir les faits, le tribunal, enfin libéré de ses obligations, peut dépêcher les accusés à un "rythme accéléré". Le tribunal militaire interallié de Nuremberg fonctionnait selon les mêmes principes du droit anglo-saxon. C'est là la cause profonde de la décadence immédiate de ces tribunaux internationaux: ils répugnent à établir les faits. Ensuite, comme une nuée de sauterelles, des pseudo-historiens, du genre Poliakov ou Hilberg, se précipitent sur la transcription des débats et font de ces aveux extorqués une vérité transcendante.

Pour notre part, on préférerait la justice sommaire sur le champ. Le poteau vite fait; ça plaît au peuple et ça ne prétend pas être de la vraie justice.

En attendant, celui qui fait dérailler tout le toutim, c'est Slobodan Milosevitch, qui se défend comme un beau diable, qui refuse d'avouer quoi que ce soit et qui mène la vie dure aux petits bureaucrates blêmes du bureau des procureurs. Slobodan, tiens bon !

Add.: Du même Poliakov, on republie, chez Berg International, un recueil d'articles, intitulé *Sur les traces du crime*, 232 p., qui témoigne de la haine, de la vindicte de cet esprit borné, qui réussissait ses coups en tétanisant ses interlocuteurs par son extrémisme bilieux. Les milieux scientifiques, qui lui firent une place au CNRS, n'osent pas dire que Poliakov est une fraude, un faiseur et un baratineur.

On apprend aussi qu'au rang des collaborateurs de Poliakov dans son entreprise de fabrication d'une culpabilité de la totalité du monde non-juif (*Histoire de l'antisémitisme*, en cinq volumes), il faut ranger un curieux aventurier, ancien trotskyste, proche pendant huit ans de Lyndon LaRouche, Laurent Murawiec, devenu néocon, juif raciste et va-t-en guerre contre l'Arabie saoudite, au nom du fait qu'il ne connaît rien au Moyen-Orient, où il n'a jamais mis les pieds. C'est nul de chez Nul.

Voir *Le Monde* du 18 octobre où Jan Krauze se fout carrément de sa gueule.

VOUS VOULEZ DU GAZ ? EN VOILÀ.

L'ampleur de la catastrophe de Bhopal dans les images de Raghu Rai

Le festival Visa pour l'image présente une longue enquête sur les victimes du gaz qui, en 1984, s'était échappé d'une usine américaine installée dans la ville indienne

Pour Greenpeace, il s'agit d'un "crime d'entreprise" sans équivalent dans l'histoire. En Inde, à Bhopal, dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, un gaz létal s'échappe de l'usine américaine Union Carbide, qui fabrique des pesticides. Lors des trois premiers jours, 8 000 morts sont recensés. "On les appelle aujourd'hui les *Lucky Ones* [les chanceux], parce qu'ils n'ont pas subi les souffrances de ceux qui ont agonisé pendant des années", dit le photographe indien Raghu Rai. Le nombre de morts serait de 20 000 à ce jour et 500 000 personnes auraient été touchées.

Le festival Visa pour l'image de Perpignan expose les photos prises par Raghu Rai au lendemain même de la catastrophe ainsi que ses enquêtes, année après année. Le 3 décembre 1984, le photographe prend un avion pour Bhopal sans vraiment savoir ce qui s'est passé. Sur place, on lui dit que des gaz lacrymogènes se sont échappés, qu'il est normal qu'il pleure : "C'est ahurissant ! Personne dans l'entreprise n'est mort parce qu'on leur a dit qu'il fallait aller du côté opposé au gaz, poussé par le vent. Mais personne n'a prévenu la population. Moi-même, je travaillais avec un mouchoir sur le visage ; je n'avais pas le temps de me protéger. On n'a d'ailleurs jamais su quel était ce gaz qui a tué tant de gens."

Raghu Rai réalise à l'époque une photo qui fera le tour du monde : un enfant mort, les yeux ouverts, comme pétrifié, le visage émergeant des cailloux avant d'être enseveli. Le photographe travaille alors pour la revue *Indian Today*, la plus importante du pays. "J'ai publié un reportage de quatorze pages. Il y avait, bien sûr, cette photo. Sur le moment, j'étais content, mais aujourd'hui je vois bien qu'elle ne traduit pas la profondeur du drame. Je n'ai alors pas cherché à comprendre l'ampleur de la catastrophe."

C'est à la demande de Greenpeace que Raghu Rai, membre de l'agence Magnum, va "replonger" en 2002 dans Bhopal. "Greenpeace était persuadée que des personnes mouraient toujours, dix-huit ans après."

Il a dû lutter contre l'indifférence générale. Tout le monde pensait qu'il s'agissait d'une "histoire" terminée. Lui-même était sceptique. "J'étais irresponsable. J'en ai honte. Les premiers jours, je ne voyais pas grand-chose mais après, en revenant une semaine par mois, plein d'horreurs ont surgi. J'ai découvert tous ces gens qui ont reçu moins de gaz et qui meurent lentement. Les poumons sont touchés. Ils toussent comme s'ils avaient des crises d'asthme. Ils ont les yeux rougis et pleurent. Leur souffrance est épouvantable."

"Les faits sont essentiels"

La principale difficulté était de savoir si les personnes photographiées souffraient bien de maladies causées par la catastrophe. "La plupart des victimes avaient été enregistrées par l'administration de la ville. Il y a aussi un hôpital qui s'occupe spécifiquement des malades de Bhopal", explique Raghu Rai qui a travaillé avec un journaliste, Anil Sharma, dont les enquêtes portent sur les habitants souffrant de séquelles de la catastrophe sans être vraiment identifiées comme victimes.

Les photos de Raghu Rai, en noir et blanc, sont comme des indices accumulés visant à cerner l'ampleur d'une catastrophe. "C'est une histoire qui a besoin d'être racontée dans ses détails. Les faits sont essentiels dans un drame comme celui-là. Il faut les restituer. J'ai déjà publié dix-huit livres. C'est la première fois que j'ai besoin de grandes légendes car le sujet nécessite des explications."

Raghu Rai cite les nombreux portraits de victimes qui racontent leur douleur. Il évoque ce "docteur de la mort" qui a effectué plus de vingt mille autopsies, ou encore une jeune fille née le jour de l'accident, surnommée "déesse du gaz". Il montre les crânes amassés par dizaines avant d'être étudiés et les foetus dans des bocaux - des bébés de femmes enceintes qui ont toutes fait des fausses couches après l'accident. Il a également étudié le site industriel, où des enfants jouent alors que "les produits toxiques ont imprégné la terre et la nappe phréatique".

La force de ces images est de montrer des victimes qui ont appris à se battre et luttent pour que justice soit faite. Sur une photo récente, prise lors d'une manifestation, une femme a écrit sur une pancarte : "Vous voulez Oussama ? Donnez-nous Warren Anderson", le patron d'Union Carbide à l'époque.

Michel Guerrin, *Le Monde*, 7 septembre 2003, p. 23.

ILS SONT PARTOUT

Bradley Smith, dans sa dernière lettre (#102) signale ce rapport de Yad Vashem:

Yad Vashem Responds to Poll in Italy Revealing Widespread Holocaust Denial and Anti-Semitism

(IsraelNN.com) In light of the poll conducted yesterday in Italy, Yad Vashem calls upon the Italian government to step up educational efforts among its teachers and students, and to tighten its partnership with Yad Vashem in the field of education -- including **the sending of teachers from Italy to seminars held at Yad Vashem's International School for Holocaust Studies**. The International School has conducted seminars in seven languages for teachers from many countries around the world.

Among the findings from yesterday's poll: 11% claim that the Jews are lying when they say millions were murdered in gas chambers, 8% believe Italian Jews ought to leave the country, and 22% say Jewish citizens of Italy "are not true Italians."

Chairman of the Yad Vashem Directorate, Avner Shalev, said "I call upon Italy, which in February 2004 will become the chair of the Taskforce for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance, and Research, to take the findings of the survey to heart and take decisive action **to end anti-Semitism and Holocaust denial in its borders**. We believe in the use of pedagogical tools and all methods of public communication to fight the ignorance that leads to racism and anti-Semitism."

The Taskforce was established in May 1998, and today 15 nations belong to it. The Taskforce is a political vehicle, in which experts on the Holocaust from the participating nations play an integral part in the deliberations. The main goal is to provide a political umbrella for the efforts made to increase initiatives and activities in the field of teaching the Holocaust in the educational arena.

<<http://www.israelnationalnews.com/news.php?id=52629>>

ILS METTENT LE TEMPS

Quand le *Quid* est infiltré par un négationniste

Par Karma Zinzin

Le *Quid* est une "encyclopédie" en un seul volume, autour de 2000 pages, devenu une institution éditoriale. Il fournit une profusion d'informations sur des très nombreux sujets, et sert souvent, par son format et son utilisation quasi-ludiques, de référence à de nombreux enfants et adolescents.

Au cours des années 2001 et 2002 le *Quid* a fait l'objet de poursuites judiciaires parce qu'il citait, parmi d'autres chiffres, l'"évaluation" grotesque, ridiculement basse, du négationniste Robert Faurisson à propos du nombre de victimes d'Auschwitz. [*En France, donc, on peut poursuivre pour des "évaluations grotesques"... Il va falloir centupler le nombre des tribunaux.*] Une première fois le *Quid* a échappé à la sanction en promettant de retirer cette évaluation de son édition 2003. Ce qui n'arriva pas et entraîna une seconde procédure. Le *Quid* promit de nouveau. Mais le problème va en fait bien au delà de la seule mention du chiffre de Faurisson. Ce que les associations n'ont pas vu est beaucoup plus grave. C'est de cela qu'il s'agit ici...

En préalable, il convient de rappeler que depuis plus de 55 ans, les historiens travaillent et avancent des évaluations du nombre de victimes d'Auschwitz. A l'Ouest, lorsque ces évaluations étaient le fruit de recherches spécifiques, la plupart des évaluations tournaient autour de 1 million de victimes. Aujourd'hui, **le chiffre généralement accepté par la communauté historienne** est de 1,1 millions de victimes dont 90% de Juifs, pour la plupart assassinés dans les chambres à gaz dès leur arrivée. En Pologne et dans le bloc communiste, suite à un calcul erroné d'experts soviétiques, c'est un chiffre de 4 millions de victimes (en majorité non juives) qui a été avancé. Pour un point sur cette évaluation et sur l'historiographie non communiste, voir :

<<http://www.phdn.org/histgen/auschwitz/bilan-auschwitz.html>>

Le *Quid* a la particularité, depuis quelques années, de mentionner, outre un chiffre proche de celui accepté par l'historiographie occidentale, une série d'autres "évaluations" qui se termine par la mention d'un chiffre, extrêmement sous-évalué (mais non présenté comme tel) de Faurisson. Ce qui déclencha **l'ire justifiée** de quelque associations. Mais ce qu'aucune des associations qui ont poursuivi le *Quid* ne semble avoir remarqué, c'est que le chiffre de Faurisson n'était pas le seul problème dans le paragraphe en cause.

Voici le texte du *Quid*, dans sa version 1997, à laquelle la version 2003 est pratiquement identique :

"1 200 000 †. D'autres chiffres ont circulé : Nuit et brouillard (film d'Alain Resnais, en 1955 ; conseillers : Henri Michel et Olga Wormser) : 9 000 000 ; document officiel de la République française (Office de recherches des crimes de guerre en 1945) : 8 000 000 ; selon Raphaël Feigelson : 7 000 000 ; Tibère Kremer (préfacier de Miklos Nyiszli, en 1951) : 6 000 000 ; le Monde (du 20-4-1978) : 5 000 000 dont 90 % de Juifs ; Henry Mandelbaum (en 1945) 4 500 000 ; document soviétique du 6-5-1945 (utilisé par le tribunal de Nuremberg) : 4 000 000 (inscrit sur le monument d'Auschwitz-Birkenau ; sera déclaré faux en 1990 et remplacé, en 1995, par 1 500 000) ; Miriam Novitch (en 1967) : 4 000 000 (dont 2 700 000 Juifs) ; rabbin Moshe Weiss en 1991 : + de 4 000 000 (dont 3 000 000 Juifs) ; Rudolf Höss (ancien Cdt du camp d'Auschwitz) en 1946 : 3 000 000 (jusqu'au 1-12-1943) ; Rudolf Vrba (procès Eichmann) en 1961 : 2 500 000 ; Léon Poliakov (en 1951), Georges Wellers (en 1973), Lucy Dawidowicz (en 1975) : 2 000 000 de Juifs gazés ; Yehuda Bauer (dir. de l'Institute of Contemporary Jewry, Université hébraïque de Jérusalem, en 1989) : 1 600 000 (dont 1 352 980 Juifs) ; Lech Walesa : 1 500 000 ; Georges Wellers (en 1983) : 1 471 595 (dont 1 352 980 Juifs) ; Raul Hilberg (en 1985) : 1 250 000 (dont 1 000 000 de Juifs) ; Gerald Reitlinger (The Final Solution, en 1953) : 850 000 ; Jean-Claude Pressac (Die Krematorien von Auschwitz, en 1994) : 630 000 à 710 000 dont 470 000/550 000 gazés ; Faurisson ("révisionniste") : 150 000 en tout (dont environ 100 000 Juifs, la plupart morts du typhus)." (*Quid*, 1997, p. 798).

On trouvera à peu de chose près la même présentation sur le site web du *Quid* (qui a quand même supprimé de l'édition online le chiffre de Faurisson):

<<http://www.quid.fr/2000/Q018850.htm>>

Pourquoi les rédacteurs du *Quid* ont-ils décidé de donner une si longue liste d'évaluations **qu'ils savent être erronées**? Dans aucun autre cas, n'est dressée ainsi une évolution de l'historiographie du nombre de victimes d'un événement tragique. Aucun autre camp ne fait l'objet d'un tel traitement...

La première remarque qui saute aux yeux d'un esprit attentif c'est que la liste n'est absolument pas donnée dans un ordre chronologique, mais dans un ordre décroissant. Si l'on écrit la liste de dates des

"évaluations" citées cela donne ceci: 1955, 1945, 1951, 1978, 1945, 1945, 1967, 1991, 1946, 1961, 1951, 1973, 1975, 1989, 1983, 1985, 1953, 1994. Aucune date n'est fournie pour le chiffre de Faurisson. Pourquoi une liste non chronologique alors qu'on prétend dresser un portrait historiographique?

N'importe qui de familier avec l'histoire et l'historiographie d'Auschwitz ne peut qu'être surpris par cette liste "d'autres chiffres [qui] ont circulé". Outre que les références sont extrêmement vagues, si le lecteur averti reconnaît quelques noms d'historiens, certaines références lui seront absolument inconnues. Car la liste est loin de ne citer que des historiens. Vingt et une évaluations citées, 9 seulement émanent d'historiens ou sont présentées comme émanant d'historiens (Michel et Wormser, Novitch, Poliakov, Wellers, Dawidowicz, Bauer, Hilberg, Reitlinger). [*Il est à remarquer que Poliakov n'est pas historien, Wellers était chimiste, Hilberg prof de sciences Po et Reitlinger commerçant...*] Le reste mélange témoins, journaux, hommes politiques, préfateurs, anciens "révisionnistes" et négationnistes! Est-ce vraiment une liste à prendre au sérieux? Jamais une personne désirant fournir une information de qualité ne se serait permis un tel mélange des genres. En fait, chaque chiffre devrait être examiné de près. Nous ne pouvons le faire pour chacun d'eux, mais nous allons le faire pour certains d'entre eux.

Le *Quid* répète depuis 1997 que dans *Nuit et Brouillard*, le chiffre de 9 millions de victimes serait explicitement mentionné pour Auschwitz. Mieux, la responsabilité de ce chiffre est implicitement attribuée à deux historiens, Henri Michel et Olga Wormser.

Cette présentation est tout simplement frauduleuse.

Le chiffre de 9 millions est bien mentionné à la fin *Nuit et Brouillard* mais il ne désigne pas le nombre de victimes d'Auschwitz, pour diverses raisons dont la meilleure est sans doute que les deux historiens conseillers du film connaissaient l'historiographie en vigueur à l'époque du film et avaient mentionné (avant et après la sortie du film) dans d'autres contextes des chiffres qui n'ont rien à voir avec celui que leur attribue Le *Quid*. De fait, le chiffre de 9 millions qui est mentionné dans *Nuit et Brouillard* se rapporte à un total pour tous les camps. Prétendre que *Nuit et Brouillard* avance un tel bilan pour Auschwitz et qu'en seraient responsables les deux historiens mentionnés est une pure invention.

C'est d'ailleurs une invention du négationniste Faurisson, qu'il a proférée pour la première fois en 1991. Sur cette fabrication faurissonienne, voir:

<<http://www.phdn.org/negation/faurisson/nuitetbrouillard.html>>

Voilà donc que le *Quid*, non content de recopier un chiffre de Faurisson dans une série de prétendues évaluations du nombre de victimes, recopiait aussi, sans le dire, un mensonge de Faurisson consistant à falsifier *Nuit et Brouillard*.

En 1945, Eugène Aroneanu rassembla et publia une série de témoignages sur les camps, *Camps de concentration* (Office français d'édition, 1945). La lecture de cet ouvrage écrit "à chaud" est intéressante à plus d'un titre. On y lit à la page 196 que, selon une série de rapports de l'O.R.C.G (le sigle n'est pas développé, mais on aura reconnu l'Office de recherches des crimes de guerre mentionné par le *Quid*), 8 millions de personnes seraient mortes à Auschwitz. A la même page (196), Aroneanu rapporte que, selon Raphaël Feigelson, 7 millions de personnes sont mortes à Auschwitz. Raphaël Feigelson figure, à la page 11, dans une liste de "témoins, rapports et documents", sans autre précision. Le rédacteur de l'article du *Quid* s'est abstenu de préciser qu'il ne tirait pas ses deux chiffres de sources consultées par lui, mais les avait recopiées dans un ouvrage de 1945 (il a d'ailleurs oublié de préciser la date pour Feigelson). Car il va sans dire que les deux chiffres en question n'apparaissent nulle part ailleurs et que l'ouvrage d'Aroneanu en est la seule et unique source. L'estimation de 1945 de l'O.R.C.G, outre qu'elle est historiographiquement sans intérêt (Auschwitz venant à peine d'être libéré...), est invérifiable. Quant à Raphaël Feigelson, c'était sans doute un survivant dont le chiffre ne vaut que pour ce qu'il dit de sa perception de l'énormité du crime. Rien ne justifie d'en faire état dans une présentation historiographique. L'absence de scrupule du rédacteur du *Quid* à citer des informations de seconde main, sans préciser qu'il le fait, ne brille certes pas par son honnêteté. Mais il s'agit du même qui a recopié le mensonge de Faurisson sur *Nuit et Brouillard*...

Passons rapidement sur le chiffre donné par Tibère Kremer, dont la seule qualité est d'avoir préfacé, parce qu'il en était le traducteur, le témoignage de Miklos Nyiszli, paru en 1951 dans la revue *Les Temps Modernes* ("S.S. Obersturmführer Docteur Mengele. Journal d'un médecin déporté au crématorium d'Auschwitz", *Les Temps Modernes*, mars 1951, no 65). Le rédacteur du *Quid* se garde de préciser que l'évaluation disparaît de la préface de l'édition complète du témoignage de Miklos Nyiszli parue en 1961 (*Médecin à Auschwitz : souvenirs d'un médecin déporté*, Juillard). Mais que venait faire, en premier lieu, ce chiffre dans la liste?

Prenons le *Monde* du 20 avril 1978. On y lit, en page 4, un article intitulé "Le 35ème anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie. Manifestation souvenir à Paris devant le mémorial du martyr juif inconnu". Un encart, non signé, occupant 1/8 de la page, en bas à gauche, donne des informations sur le personnel politique et note, en passant : "Auschwitz où périrent plus de 5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, dont 90% de Juifs". Le sujet de l'article, ni même celui de l'encart, ne portait principalement sur Auschwitz. Sur l'auteur de l'encart et l'origine de son chiffre, rien. C'est du

journalisme. Du mauvais journalisme. Des erreurs de ce genre, on en trouve tous les jours dans le *Monde*. Et alors? Pourquoi le rédacteur du *Quid* s'intéresse-t-il justement à ce chiffre là. On admirera malgré tout son talent de "chercheur"...

Henryk Mandelbaum était lui aussi un survivant d'Auschwitz et pas un historien. Mais le rédacteur du *Quid* n'a pas fourni cette précision.

On aura constaté qu'aucun des chiffres supérieurs à 4 millions n'aurait dû figurer dans un ouvrage de référence. En réalité, aucun d'eux n'a "circulé"... L'un d'entre eux est une fabrication recopiée chez Faurisson et aucun des autres n'émane d'un historien. En fait, aucun historien sérieux n'aurait accepté de considérer que les chiffres précédents avaient une valeur quelconque. Avec les chiffres inférieurs ou égaux à 4 millions on retourne dans les évaluations historiographiquement connues. Pour l'estimation soviétique, je renvoie à la page déjà citée :

<<http://www.phdn.org/histgen/auschwitz/bilan-auschwitz.html>>

Passons rapidement sur le chiffre donné par le rabbin Moshe Weiss. On se demandera quelle qualité justifie aux yeux du rédacteur du *Quid* d'évoquer un chiffre donné par un religieux.

Suit un chiffre de Rudolf Höss. De nouveau, le lecteur averti est surpris. En effet, Rudolf Höss a avancé plusieurs chiffres différents pour le nombre de victimes d'Auschwitz. Or celui qui est cité ici est le plus élevé qu'il ait jamais avancé. Pourquoi le rédacteur du *Quid* ne cite-t-il pas la seule estimation de Höss qui vaille d'un point de vue historique, celle qu'il a faite en 1946, lorsqu'il rédigeait ses mémoires: 1,13 millions de victimes (Rudolf Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, La Découverte, 1995, p. 278)?

Suit la mention de Rudolf Vrba. Encore un survivant. [*Survivant mais menteur professionnel...*]

Nous arrivons maintenant aux historiens (dans la mesure où la mention de Henri Michel et Olga Wormser était frauduleuse, on nous permettra de considérer qu'elle est nulle et non avenue). Le lecteur constate que les premières évaluations d'historiens citées "commencent" à deux millions de victimes. Nous lisons notamment que le chiffre de "2 000 000 de Juifs gazés" est attribué aux historiens Léon Poliakov et Lucy Dawidowicz. Or il s'agit d'un raccourci pour le moins audacieux, puisque si ces deux auteurs mentionnent effectivement le chiffre de 2 millions de victimes juives d'Auschwitz, aucun ne prétend qu'ils furent tous gazés. (Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine*, Editions Complexe, 1986, p. 387. Le texte est identique à celui de l'édition de 1951. Et Lucy Dawidowicz, *The War against the Jews*, Penguin Books, 1990 - 1ère éd. 1975 -, p. 191). Le rédacteur du *Quid* a-t-il seulement consulté les auteurs qu'il prétend citer?

Et voici que ce même rédacteur prétend que Lech Walesa aurait avancé une évaluation de 1,5 millions de victimes. Outre que les paroles d'un homme politique n'ont rien à faire dans une présentation historiographique, Lech Walesa n'a jamais évalué lui-même le bilan d'Auschwitz à 1,5 million. Fin 1994, Lech Walesa, ou sa chancellerie, n'a fait que prendre une décision par rapport à une proposition que lui faisaient les chercheurs du Musée d'Auschwitz. C'est le chiffre mentionné sur les plaques commémoratives à Auschwitz depuis 1995 (chiffre et date évoqués d'ailleurs un peu plus haut dans le paragraphe du *Quid*, sans que le rédacteur n'ait pris la peine de préciser qu'il s'agissait du même). Que vient donc faire Lech Walesa dans cette galère?

La liste se termine par le chiffre de Faurisson, sans aucun autre commentaire que la mention "révisionniste". Le rédacteur pense-t-il vraiment que ce laconisme permettra à des lecteurs, en majorité peu informés de reconnaître un falsificateur? **Pourquoi ne pas avoir utilisé, à la limite, le terme "négationniste"?** Pourquoi servir une falsification négationniste sans le moindre garde-fou : "150 000 en tout (dont environ 100 000 Juifs, la plupart morts du typhus)". Car c'est bien d'une falsification qu'il s'agit, la rhétorique du typhus, seul responsable des morts d'Auschwitz, étant un leitmotiv Faurissonien permettant de substituer un faible (par rapport à la réalité) nombre de morts "naturelles" à un nombre très élevé d'assassinats. Rien ne justifie évidemment le chiffre de Faurisson, qui fait volontairement l'impasse sur l'écrasante majorité des victimes assassinées dans les chambres à gaz dès leur arrivée au camp, sans y être enregistrées. Il s'agit bien de négationnisme : dans l'esprit de Faurisson, et de façon implicite mais claire, ce chiffre permet de nier ces assassinats et la politique d'extermination dans le cadre de laquelle ils eurent lieu. Signalons par ailleurs, le bobard du typhus comme cause principale de "mortalité" est depuis longtemps réfuté. Avoir imprimé tel quel le chiffre de Faurisson est, en soi, scandaleux. Le chiffre de Faurisson n'a jamais "circulé" que dans les cercles négationnistes et néo-nazis. Encore une fois, je renvoie à la page déjà citée sur l'historiographie du nombre de victimes d'Auschwitz :

<<http://www.phdn.org/histgen/auschwitz/bilan-auschwitz.html>>

De la fraude de Faurisson sur le "9 millions" de *Nuit et Brouillard* à la falsification de Faurisson sur le nombre de victimes, voilà une liste bien étrangement encadrée et présentée. Les deux chiffres aux extrêmes de la liste sont tous deux des inventions de Faurisson. La première invention étant présentée par le *Quid* comme une vérité, et les autres chiffres présentés par ordre décroissant, mêlant des chiffres d'historiens (dont certains, d'ailleurs, dans une présentation, par le *Quid*, qui ne correspond pas à la réalité de ce que ces historiens ont réellement écrit), à des sources sans intérêt citées de seconde main, des

citations de survivants, à des déclarations de religieux, voire d'hommes politiques (là encore, l'attribution étant tirée par les cheveux). Un tel degré d'incompétence sidère.

Incompétence, vraiment?

Pas tout à fait.

En réalité, c'est beaucoup plus grave: la liste est intégralement recopiée d'un texte de Faurisson de 1995 intitulé "Combien de morts à Auschwitz". Ce texte se trouve reproduit dans l'ouvrage Robert Faurisson, *Ecrits Révisionnistes (1974-1998)*, tome IV, Édition privée hors commerce, 1999, p. 1730-1740. On le trouve également sur internet [*c'est-à-dire sur le site de l'aaargh !*]. Ce texte était lui-même basé sur un tract négationniste d'avril 1990 comme on le verra plus bas. Nous proposons une page web où sont reproduits en vis-à-vis le passage du *Quid* et les passages du texte de Faurisson :

<<http://www.phdn.org/negation/quid/quidcomp.html>>

La présentation décroissante des chiffres, le mélange historiens, journaux, traducteurs, témoins, religieux, politiques sont déjà présents dans le texte de Faurisson. [*Zinzin est un bon chercheur mais lent, très lent. Ce texte circule depuis plus de 12 ans, il a été reproduit partout, traduit dans plusieurs langues... Zinzin mérite l'Escargot d'or...*]

Pas un des vingt et un chiffres du *Quid* qui ne provienne du texte de Faurisson (qui en donne en tout trente). On retrouve parfois les expressions même du texte de Faurisson ("Tibère Kremer, préfacier de Miklos Nyiszli", par exemple). L'épigone de Faurisson qui a "rédigé" l'article pour le *Quid* n'a évidemment vérifié aucune des sources qu'il prétend citer. Il s'est contenté de recopier Faurisson. Il a d'ailleurs parfois procédé à des raccourcis par rapport à la "version originale". C'est ainsi que Faurisson donne la source exacte de tous les chiffres qu'il avance (contrairement au rédacteur du *Quid*), quitte d'ailleurs à en falsifier le contenu comme dans le cas de *Nuit et Brouillard*. Faurisson cite bien l'ouvrage d'Eugène Aronéanu comme source des deux chiffres évoqués plus haut (ceux de Feigelson et de l'O.R.C.G). Faurisson ne prétend pas que Walesa aurait évalué seul le nombre de victimes d'Auschwitz. Mais c'est bien Faurisson qui sélectionne l'évaluation la plus haute jamais avancée par Höss, sans mentionner les autres, et c'est bien Faurisson qui fait débiter sa liste par son mensonge sur *Nuit et Brouillard*.

La conclusion est évidente: depuis 1997 au moins, **le *Quid* a été infiltré par un négationniste** qui a "placé" la prose de Faurisson à un endroit stratégique. Personne n'a vérifié.

C'est fort regrettable car la présentation du *Quid*/Faurisson est particulièrement perverse. Elle laisse à penser (c'est évidemment le but poursuivi par Faurisson et par le négationniste infiltré dans les équipes du *Quid*) que les évaluations du nombre de victimes d'Auschwitz n'auraient cessé de baisser et que des chiffres délirants auraient été sérieusement avancés. Ces deux propositions sont fausses. Il s'agit évidemment de donner l'impression qu'on a raconté n'importe quoi. Un n'importe quoi présenté de telle sorte qu'il semble quand même en exister un aboutissement logique vers les évaluations les plus faibles : en l'occurrence, le chiffre de Faurisson, évidemment présenté sans le moindre commentaire, alors même que le lectorat du *Quid* n'est pas, dans sa majorité, en mesure de détecter où se trouve l'escroquerie. Si tant est que ce lectorat sache qui est Faurisson, que la présentation sous l'étiquette inappropriée de "révisionniste", et non négationniste, ne permet pas d'identifier comme le falsificateur qu'il est. La stratégie est typiquement faurissonienne. Elle fut, et continue d'être diffusée par le *Quid*.

Le caractère tendancieux de la présentation du *Quid*, hors le constat du plagiat d'un texte de Faurisson, est évident dès que l'on fait l'effort d'examiner la liste des évaluations: son caractère décroissant et non chronologique, le caractère très vague des références, le mélange historiens, journalistes, survivants, négationnistes sont autant d'éléments qui devraient susciter la méfiance d'un esprit critique, mais ne sauteront certes pas aux yeux d'un candide.

La consultation d'éditions plus anciennes du *Quid* apporte des éléments supplémentaires au scénario de contagion. Dans l'édition de 1990, la seule mention de Faurisson se fait à la section "antisémitisme", dans un encart sur la LICRA, pour mentionner qu'il a été condamné pour diffamation pour avoir soutenu que "le mythe des chambres à gaz" était une "escroquerie sioniste". (*Quid*, 1990, p. 559). Aucun bilan n'est spécifié pour Auschwitz. L'édition 1991 reproduit le même contenu. De même en 1992 et 1993.

L'édition 1993 voit, en plus de la mention de la condamnation de Faurisson, l'apparition d'un encart sur le "Mouvement dit "des révisionnistes"" (*Quid*, 1993, p. 739). La présentation est succincte et aurait pu être plus percutante, notamment en évitant de désigner le discours négationniste par le vocable de "thèse". On peut déplorer l'utilisation de "révisionnistes" au lieu de "négationnistes" et **l'absence de toute mention qu'il s'agit d'un discours mensonger et antisémite**. Rien de bien grave cependant. Par ailleurs, un bilan chiffré du nombre de victimes d'Auschwitz apparaît qu'il convient de citer dans son intégralité :

"Auschwitz [Silésie, 1940, victimes 1,3 à 1,5 million (et non 4 à 8 comme avancé autrefois, la mention de 5 figurant sur les plaques déposées au pied du monument a été enlevée) dont selon F. Piper, Juifs 1,1, Polonais, 0,15, Tziganes, 0,023, prisonniers soviét. 0,015. 223 000 dép. ont survécu]" (*Quid*, 1993, p. 679)

On relèvera deux erreurs. Le chiffre de 8 millions de victimes n'a jamais appartenu à aucune historiographie, et c'est un chiffre de 4 millions (et non de 5) qui était mentionné sur les plaques et les monuments jusqu'en 1990. Quelle peut être l'origine de ces erreurs du rédacteur du *Quid* ? Impossible de répondre. Cependant, le reste du paragraphe ne présente pas de problème et surprend même le lecteur puisqu'il y a fait mention de F. Piper, l'historien qui a élaboré la meilleure estimation à ce jour. Cette présentation est à comparer évidemment à celle qui a court depuis 1997! Le contraste est saisissant.

Les choses dégénèrent dans l'édition 1994. La condamnation de Faurisson est toujours indiquée, le paragraphe sur Auschwitz (p. 677) est le même que celui de l'édition 1993, mais la présentation du mouvement "révisionniste" a été largement remaniée. Elle devient **largement complaisante** (ce point est traité dans un autre article sur PHDN, mais notons que le mot "négationniste" n'est jamais utilisé) et surtout s'accompagne du paragraphe suivant :

"Les révisionnistes relèvent des divergences dans les chiffres, ainsi sur le nombre de morts à Auschwitz : doc. officiel de la Rép. française (Office de recherches des crimes de guerre en 1945) : 8 000 000 ; le Monde (du 20-4-1978) : 5 000 000 ; le monument d'Auschwitz-Birkenau : 4 000 000 ; "confessions" de Höss (ancien Cdt du camp d'Auschwitz) : 3 000 000 ; Yehuda Bauer (dir. de l'Institute of Contemporary Jewry, Université hébraïque de Jérusalem, en 1989) : 1 600 000 ; le Monde (du 1-9-1989) : 1 433 000 ; Raul Hilberg (auteur de La Destruction des juifs d'Europe, 1988) : 1 250 000 ; Gerald Reitlinger (auteur de The Final Solution, 1953) : 850 000, archives soviét. : 74 000" (Quid, 1994, p. 730)

Quelques remarques. Il est surprenant que soit fournie, sans le moindre commentaire une telle liste, dont le lecteur ne sait d'où elle provient exactement. Le rédacteur en tous cas, par les références qu'il fournit, laisse supposer qu'il a vérifié...

On constate déjà la présentation, décroissante et non chronologique, mêlant chiffres d'historiens, de journalistes, et autres, sans que soit expliqué ce qui conduit à attacher de l'importance à tel ou tel chiffre. Aucune critique à cette présentation (attribuée aux négationnistes, ou plutôt aux "révisionnistes") n'est faite. On trouve déjà certains des chiffres du texte de Faurisson (certains d'ailleurs ne figurent pas dans son texte de 1995). La référence à *Nuit et Brouillard* est absente. L'utilisation du mot "confessions" pour désigner le témoignage de Höss est un tic langagier négationniste que le rédacteur du *Quid* reprend sans sourciller.

La mention du *Monde* du 1er septembre 1989 est erronée. En effet, dans un article intitulé "La joie M. Anthony", on peut lire: "[...] de mai 1940 à janvier 1945, plus de 1 600 000 prisonniers sont passés dans les trois camps d'Auschwitz [...] dont 1 433 000 juifs, et, sur ce dernier nombre, 1 335 000 ont trouvé la mort dans les chambres à gaz.". Le chiffre de 1 433 000 n'est pas un nombre total de victimes d'Auschwitz donné par le *Monde*, mais un nombre total de Juifs passés par Auschwitz. Décidement...

Enfin, le dernier chiffre 74 000 est une présentation négationniste frauduleuse (par omission) d'une documentation spécifique : des certificats de décès des prisonniers enregistrés (c'est-à-dire non assassinés dès leur arrivée au camp) ont été retrouvés en 1989 dans les archives soviétiques. Ces 74 000 certificats, qui sont loin de représenter tous les décès de prisonniers enregistrés ne tiennent évidemment aucun compte de l'écrasante majorité des Juifs assassinés à Auschwitz dès leur arrivée et jamais enregistrés. Surtout, jamais personne, en dehors des négationnistes n'a prétendu que le chiffre de 74 000 représentait le nombre de morts d'Auschwitz... On aura compris que les "divergences" telles que rapportées par le *Quid*, n'ont de sens que dans la rhétorique falsificatrice des négationnistes, que le *Quid* les rapporte, falsifications comprises, sans le moindre commentaire, **bref, que le *Quid* adhère de facto à la rhétorique négationniste.**

En fait, la présentation des "divergences" reprend, sans le dire, évidemment, un passage d'un tract négationniste diffusé en avril 1990, intitulé "Faut-il interdire les révisionnistes ?". En effet, à la page 1 de ce tract on trouve exactement la liste, décroissante, des huit chiffres recopiés par le *Quid* dans son édition 1994, références comprises, notamment la référence erronée au *Monde* du 1er septembre 1989. Dans le tract original, le chiffre de 74 000 était attribué aux "archives soviétiques récemment ouvertes par M. Gorbatchev". La même liste sera citée par un opuscule négationniste, la *Revue d'Histoire Révisionniste*, dans son premier numéro de mai-juillet 1990 (page 5). C'est à partir de ce tract que Faurisson va élaborer sa liste de 1995. Il éliminera le dernier chiffre fruit d'une falsification trop grosse, même pour lui, pour le remplacer par son chiffre infondé de 150 000. Faurisson a également supprimé de son texte de 1995 la mention au *Monde* du 1er septembre 1989, jugeant sans doute qu'il n'avait pas besoin d'utiliser un chiffre erroné. Et il y ajoutera encore vingt-trois autres chiffres, dont la nature extrêmement hétérogène a déjà été soulignée, en y incorporant notamment sa présentation frauduleuse sur *Nuit et Brouillard*.

Le rédacteur du *Quid* s'est contenté de recopier quasiment mot pour mot un tract négationniste, ce qu'il n'a pas jugé bon de signaler au lecteur. Il a repris le vocabulaire, les erreurs et les falsifications contenues dans le tract original. Il n'a évidemment rien vérifié.

Le négationniste du *Quid* était sans doute déjà en place pour l'édition 1994. La suite de l'évolution du paragraphe sur les "divergences" va nous le confirmer.

Dans l'édition 1996, trois changements sont introduits. La mention du nombre de victimes d'Auschwitz est réduite à sa plus simple expression : "(1 200 000 †)". Et surtout, l'encart sur le "mouvement dit "des révisionnistes"" est ramené dans la même section, et en l'occurrence dans la même page, que celle des listes de nombres de victimes, et donc du paragraphe consacré à Auschwitz. Dans les éditions antérieures en effet, le lecteur qui se renseignait sur les camps en général et Auschwitz en particulier ne tombait pas nécessairement sur l'encart sur les négationnistes, puisque celui-ci faisait partie d'une autre section. Le négationniste introduit dans les équipes du *Quid* a-t-il jugé trop inefficace un tel éloignement ? A partir de l'édition 1996, ce problème est résolu : désormais, toute personne qui s'informe des camps, ne peut manquer d'être informée de l'existence des "révisionnistes", de leurs "thèses" et des "divergences" qu'ils "ont relevé dans les chiffres" puisque l'encart n'est séparé du paragraphe sur Auschwitz que d'une colonne de texte...

Le troisième changement concerne le paragraphe sur les "divergences". Ce paragraphe, toujours, incorporé à l'encart sur les "révisionnistes" a été légèrement altéré. Le voici :

"Les révisionnistes relèvent des divergences dans les chiffres, ainsi sur le nombre de morts à Auschwitz : doc. officiel de la Rép. française (Office de recherches des crimes de guerre en 1945) : 8 000 000 ; le Monde (du 20-4-1978) : 5 000 000 ; le monument d'Auschwitz-Birkenau : 4 000 000 ; "confessions" de Höss (ancien Cdt du camp d'Auschwitz) : 3 000 000 ; Yehuda Bauer (dir. de l'Institute of Contemporary Jewry, Université hébraïque de Jérusalem, en 1989) : 1 600 000 (dans le "Jérusalem Post" du 22-9-1989) ; Georges Wellers : 1 472 000 dont 1 472 000 juifs (dans "le Monde Juif" d'oct-déc. 1983) ; Raul Hilberg (auteur de La "Destruction des juifs d'Europe", 1988) : 1 250 000 ; Gerald Reitlinger (auteur de "The Final Solution", 1953) : 850 000 Jean-Claude Pressac (auteur de "Die Krematorien von Auschwitz", en 1994) : 630 000 à 710 000 (dont 470 à 550 000 gazés) ; Faurisson parle d'env. 150 000." (Quid, 1996, p. 794)

Disparue la mention erronée au *Monde* du 1er septembre 1989, remplacée par un chiffre de Georges Wellers. Disparue la mention des 74 000 des archives soviétiques. Par contre apparaissent un chiffre de Pressac et les 150 000 de Faurisson, dont l'évaluation apparaît donc pour la première fois dans le *Quid*. A également été rajoutée une précision sur Yehuda Bauer ("Jerusalem Post" etc.) qui disparaîtra des éditions ultérieures. Les suppressions et ajouts correspondent à des suppressions et ajouts également constatés dans le texte de Faurisson de 1995 par rapport au tract de 1990. En tout état de cause, le texte du *Quid* de 1996 correspond à une version intermédiaire entre le tract de 1990, recopié dans l'édition 1994, et le texte de Faurisson de 1995, recopié dans les éditions 1997 et suivantes. Il semble que le rédacteur du *Quid* suivait de très près ce qui se faisait dans le milieu négationniste. La suppression d'une erreur inutile (*le Monde*) et d'une falsification patente (les 74 000) préparait le terrain à la touche finale...

Dans l'édition de 1997, la mention de la condamnation de Faurisson disparaît (en fait elle avait déjà disparu de l'édition 1996). L'encart sur les "révisionnistes" est légèrement remanié mais demeure toujours aussi complaisant, et proche du paragraphe sur Auschwitz.

Mais le coup de génie consiste à poursuivre la démarche de "rapprochement" entamée en 1996 par le déplacement de l'encart sur les "révisionnistes" dans la même section que le paragraphe sur Auschwitz. En effet, les "divergences" soit-disant relevées par les négationnistes disparaissent de l'encart sur les révisionnistes. Plus aucune mention n'est faite sur ces divergences "relevées par les révisionnistes". Le rédacteur du *Quid*, a déplacé sa liste dans sa version définitivement enrichie, c'est-à-dire enfin calée sur l'article de Faurisson paru en 1995, au sein même du paragraphe consacré à Auschwitz, introduisant cette liste d'une façon ("d'autres chiffres ont circulé") qui gomme totalement l'origine négationniste du texte et tente de camoufler que l'année précédente une liste de même nature faisait partie de l'encart sur les "révisionnistes". Le lecteur qui ignore l'histoire et l'historiographie (réelle) d'Auschwitz, qui ne consulte pas toutes les éditions successives du *Quid*, se trouve soumis à la prose faurissonienne, **qu'il ignore être** une construction frauduleuse destinée à lui faire croire qu'on aurait raconté n'importe quoi sur Auschwitz.

Le caractère malveillant, et négationniste, de cette évolution est tout à fait évident pour qui prend la peine d'examiner de près le contenu des versions successives du *Quid* au fil des années. Le *Quid*, infiltré par un négationniste bien informé et probablement proche des milieux négationnistes militants, sinon de Faurisson lui-même, s'est montré sur cette question d'une légèreté impardonnable.

C'est à des centaines de milliers d'exemplaires que les présentations frauduleuses et perverses de Faurisson ont été diffusées, par le *Quid* depuis 1997. L'opération négationniste en son sein avait cependant commencé trois ans plus tôt.

21 janvier 2003.

<<http://www.phdn.org/negation/quid/quid.html>>

Voir la suite, pesante, sur:

<<http://www.phdn.org/negation/quid/encart.html>> consacrée à l'étude de la présentation par le *Quid* des... "révisionnistes" !
Horresco referens !

DES NIDS

Westerners are very concerned not to be associated with any form of Holocaust denial. In some countries **Holocaust denial** is treated as a criminal offence. For years I have argued that **Holocaust denial** is not a particularly interesting subject because as a notion it is far too wide. In practice, anyone who tries to oppose the official Zionist interpretation of World War II events instantly becomes a '**Holocaust denier**'. Some Zionists went so far as to accuse Roberto Benigni of Holocaust denial when he made his masterpiece, *Life is Beautiful*.

It is true that for quite a while the Zionists were fairly successful. They managed to stop the world from studying its history. Few people in Germany, in Israel or anywhere else know about the extensive collaboration between the Zionists and the Nazis before and during World War II. I am not a historian and the question of whether 6 million or rather 5,500,000 Jews died in the Holocaust is not really my major concern. For me, the act of killing is a catastrophe and 'state organised serial killing' is an unbearable and colossal catastrophe. Accordingly, the form of Holocaust denial that really bothers me is the denial of the on-going Palestinian Holocaust. This Holocaust is documented and covered daily by the western media. The turning of residential Palestinian cities into concentration camps; the deliberate starvation of the Palestinian population; the withholding of medical aid from Palestinian civilians; the wall that tears the holy land into isolated cantons and Bantustans; the continuous bombardment of civilians by the IAF - are known to us all. **This Holocaust is committed by the Jewish state with the support of world Jewry**. This Holocaust, despite being well documented, **is largely ignored**. This is the most serious form of Holocaust denial. Moreover, I would suggest that the Zionists promote the issue of Holocaust denial so as to spread heavy smoke in an attempt to hide their own atrocities. **The Zionists are the ones to be blamed for committing a holocaust and being the first to deny it.**

Extrait de "Zionists and Christ Killers", by Gilad Atzmon, Mailing-List: list shamireaders@yahoo.com; 17 décembre 2003.
<<http://www.gilad.co.uk>>

DE LA DÉCENCE ARGUMENTATIVE

Revisionismo olocaustico. Bailamme per un libro della Graphos alla Calusca di Milano by Graphos

Alcune delle menzogne deliranti sulla Graphos diffuse a margine della presentazione del libro di Victor Serge, *Germania 1923: La mancata rivoluzione*. Revisionismo olocaustico, sinonismo, questione ebraica. L'avallo obiettivo dell'antifascismo democratico alla politica di Sharon.

La sera del 6 dicembre è stato presentato alla libreria Calusca di Milano un libro di Victor Serge: *Germania 1923: la mancata rivoluzione*, Genova, Graphos, 2003, con intervento del curatore Corrado Basile. Questa presentazione è stata preceduta, accompagnata e seguita da una serie sicuramente coordinata di attacchi contro lo specifico indirizzo politico-culturale della casa editrice. In sintesi, la Graphos è messa sul banco degli accusati per essersi fatta interprete da sinistra delle tesi del revisionismo olocaustico.

Una piccola parte di questi attacchi è stata effettuata al termine della presentazione del libro di Serge. Corrado Basile ha opposto una replica immediata, mentre il fermo atteggiamento del collettivo della Calusca è valso a impedire che la presentazione del volume venisse soffocata sotto un **cumulo di stupidaggini**. Sia chiaro che la Graphos è sempre stata ed è pronta a discutere a fondo sul revisionismo olocaustico in qualsiasi sede, a condizione però che la discussione si possa svolgere nel rispetto dei limiti imposti dall'onestà politica e intellettuale e dalla decenza argomentativa. Piaccia o non piaccia, questo tema non era però quello della serata.

[...]

Graphos, Genova, 12 dicembre 2003

<<http://www.graphosedizioni.it>>

<<http://italy.indymedia.org/news/2003/12/443974.php>>

Voir le texte complet dans notre nouveau mensuel d'actualités du révisionnisme et de la crise du colonialisme au Moyen-orient, en italien: *Il Resto del Siclo*, accessible sur la page italienne de l'aargh.

A QUELLE SAUCE VEULENT-ILS NOUS MANGER ?

Encore une opération sioniste:

European Academics Denounce Alexandria Library Defilement and Define Hate Literature Targeting Any One Faith Community in Europe as "an Assault on All Faiths"

Venice, 8 December 2003

Professors from 38 universities from across Europe welcomed UNESCO Director-General Koïchiro Matsuura's condemnation of *The Protocols of the Elders of Zion* (statement attached).

A two-day experts seminar on "The Centennial of The Protocols: A Paradigm for Contemporary Hate Literature", co-organized by the Simon Wiesenthal Centre's campus arm, ARARE, and Olokaustos, under the auspices of UNESCO:

-- Protested the display of *The Protocols* as "a Jewish sacred text" at the ancient Alexandria Library, recently renovated by UNESCO, as "a defilement of its academic standing", and called for the Library to be "a centre for serious scholarly and inter-cultural dialogue".

-- Resolved that "hate literature targeting any one faith community in Europe should be considered an assault on all faith communities. Exposure of the deceit in this literature and the factors common to all conspiracy theories is incumbent upon all academics, religious leaders and international organizations." [*Donc, tous pour les juifs...*]

-- Considered measures for the deconstruction and refutation of **all conspiracy theories**, including defamation suits, exposure of the bad faith of instigators, embarrassment of disseminators as accomplices, disclosing vested interests and the defusion of myths through ridicule and humour.

-- Recommended identifying and responding directly to specific consumer groups of hate literature by

+ encouraging research into the specificities, commonalities and underlying environments for the dissemination of hate literature

+ launching local countermeasures interactively between law professors, jurists and religious leaders

+ including student activists in academic dialogue on racism, antisemitism and hate literature

+ monitoring and engaging editors and journalists on stereotyping and **sub-textual slippage into the language of conspiracy theories** in the media and Internet websites

+ **stripping campus-based Holocaust deniers and conspiracy theorists of academic respectability**

+ exposing the absurdity of hate imagery to school children by editing a manual for teachers on conspiracy rebuttal

+ engaging representatives of each religious and ethnic group to identify, acknowledge and expose the dangers of hate literature within its own community.

ARARE (Academic Response to Antisemitism and Racism in Europe) is the university arm of the Simon Wiesenthal Centre. Established in 1994, it counts a membership of some 500 professors and rectors in over 30 European countries.

Olokaustos is a historical studies centre [*Non, c'est un site de propagande sur le web*] established in 2001 and based in Venice. For further information, please contact Shimon Samuels (Simon Wiesenthal Centre) at +33 6 09 77 01 58 and/or Giovanni De Martis (Olokaustos) at +39.348.272.3490.

ENTRE DICTATEURS

At the Evian, Trujillo accepted some 300 German Jews, the only country that accepted any. Those Jews survived the Holocaust. Trujillo was willing to accept 100,000 Jews after the Evian Conference. He did stipulate that they had to go to work in agriculture. The Jews went to Sosua and set up a dairy industry that still supplies the Dominican Republic with ,milk, butter and yogurt.

The death last week of Rabbi Baruch Rabinowitz, opened a whole new picture of Trujillo. The obituary states: "Rabinowitz also was sent by the Irgun to solicit backing from world leaders such as Rafael Trujillo of the Dominican Republic. Trujillo gave Rabinowitz false passports that helped several future Israeli leaders escape British imprisonment in Eritrea, Africa. They included Prime Minister Yitzhak Shamir, Justice Minister Shmuel Tamir, Finance Minister Yaacov Meridor and Deputy Speaker of the Knesset Arieh Ben-Eliezer."

LES RIPOUX SE GOINFRENT

Cour des Comptes Un rapport des magistrats de la Rue Cambon dévoile les errements financiers de l'association SOS-racisme

Marie-Christine Tabet [05 juin 2003]

Malek Boutih n'a pas eu le temps de savourer les bravos socialistes de Dijon. Trois jours après son retour de Bourgogne, un rapport de la Cour des comptes l'attendait sur son bureau de l'avenue de Flandre, au nouveau siège de l'association. De quoi le dégriser de son entrée triomphale au bureau national du PS. Les 23 pages de constatations définitives dont *Le Figaro* a pris connaissance ont également été envoyées en référé au ministre des Affaires sociales et doivent être transmises avant deux mois au Parlement. Les errements financiers de la plus célèbre association antiraciste seront alors livrés au débat public.

Les magistrats de la Rue Cambon dressent un constat sévère des années 1997 à 2000 : «Graves insuffisances de gestion et de rigueur.» Le document révèle, entre autres, que l'association n'aurait pas survécu à l'année 2001 (budget annuel : 7 millions de francs) si Lionel Jospin n'avait pas puisé 1,5 million de francs dans les fonds secrets de Matignon. «L'association n'aurait pas pu échapper à la mise en redressement judiciaire sans des concours financiers publics de caractère exceptionnel, subventions au titre de la réserve parlementaire en 1998, 1999, 2000 sur le budget de l'Éducation nationale et surtout en 2001 subvention des services du premier ministre au titre des fonds spéciaux», explique en introduction François Logerot, le président de la Cour.

Malgré des efforts constatés de réorganisation et de rationalisation depuis l'avènement de Malek Boutih, les responsables ont accumulé les bourdes : registre du personnel approximatif, confusion entre les statuts de dirigeants et de salariés, frais non justifiés à hauteur de 400 000 francs en 2000 et 205 000 francs en 2001, conventions de partenariat à la limite de l'emploi déguisé, collectes de cotisations dans les comités locaux jamais parvenues au siège. Enfin, des prêts d'honneur consentis aux «potes» sans aucun contrôle. Les magistrats ont par exemple noté que l'ancien président de l'association entre 1993 et 1999, Fodé Sylla, aujourd'hui député européen, avait quitté ses fonctions **en emportant la voiture de l'association** - une Seat - et sans rembourser les 60 000 francs que SOS-Racisme lui avait prêtés à son départ. Fodé Sylla a bien envoyé un premier chèque de 12 000 francs le 15 juin 2000 pour acquitter sa dette, mais celui-ci n'a jamais été encaissé. Pis, la créance a été considérée comme acquittée dans le bilan comptable du 31 décembre 1999 ! La Cour des comptes estime «ce don peu conforme à l'objet de l'association, non traité fiscalement comme tel et non inscrit dans les comptes sociaux». Cette remarque a finalement conduit SOS-Racisme à adresser à Fodé Sylla un courrier en décembre dernier pour lui réclamer le remboursement.

L'ancien président n'est pas le seul à avoir profité de cette «solidarité naturelle», pour reprendre les termes des responsables de SOS-Racisme. **De nombreux salariés et associations amies ont bénéficié eux aussi de coups de pouce.** La lecture du rapport de la Cour des comptes montre que l'association n'avait pourtant pas les moyens de telles étourderies ou... largesses. Ses problèmes financiers ne datent pas d'hier. Depuis des années, l'association phare des années Mitterrand souffre de la fonte des effectifs militants et du retrait de généreux mécènes. Seule la bienveillance des gouvernements socialistes successifs pour cette «petite soeur» a pu compenser la disette. Dès fin de l'année 2000, les services de l'Etat ont tiré la sonnette d'alarme. Le FAS, ancien Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (Fasild), et la direction du Budget ont ainsi bloqué toutes les subventions en 2001. C'est que l'année 2000 s'était terminée sur un bilan désastreux. L'association avait été placée en redressement judiciaire en mai suite à la plainte d'un imprimeur qui n'arrivait pas à se faire payer. Malgré l'annulation du jugement au mois de juillet, le Fas a demandé un rapport à un cabinet privé. L'expertise Rabourdin remise fin 2000 dressait un bilan alarmant. Du coup, le directeur du FAS, Olivier Rousselle, avait saisi le tribunal de grande instance de Paris en avril 2001 pour lui demander une enquête.

Après quelques investigations, le procureur de la République de l'époque, Jean-Pierre Dintilhac -- nommé par le garde des Sceaux Elisabeth Guigou devenue entre-temps ministre des Affaires sociales -- avait toutefois estimé que les faits incriminés ne pouvaient être qualifiés de détournement de fonds publics ou d'abus de confiance. L'affaire avait été classée sans suite. La même année, le ministère de l'Éducation nationale, principal bailleur de fonds, coupait lui aussi les crédits. En 2002, toujours aussi exsangue, l'association se faisait confisquer son chéquier. Le nouveau gouvernement décidait alors de placer SOS-Racisme, fait exceptionnel, sous la tutelle financière d'un contrôleur d'Etat avant de régler les dettes fiscales et sociales par le biais de subventions. En septembre 2002, le ministère des Affaires sociales a demandé à l'Inspection générale de l'administration sociale (Igas) d'évaluer les comptes.

Au 1er octobre, l'inspecteur de l'Igas, Jean-Paul Cuenat, chiffrait encore les dettes à 384 742 euros. Dans un courrier du 29 octobre dernier, la directrice de l'IGAS, Marie-Caroline Bonnet-Galzy, refusait toutefois de s'engager dans le redressement : «L'Igas ne peut par une implication accrue devenir caution de telles incompétences.» En 1999, lorsqu'il a reçu les clés de SOS-Racisme, le poulain de Julien Dray se trouvait face à deux défis : trouver un deuxième souffle idéologique à l'organisation et assainir ses comptes. Malek Boutih a relevé le premier, redonnant à SOS-Racisme un discours et s'imposant comme un interlocuteur obligatoire de l'intégration. Infatigable pourfendeur du racisme, il n'hésite pas à dénoncer «les barbares des cités qui terrorisent les quartiers... et vivent de la drogue». Au point d'être pressenti par l'Elysée pour entrer au Haut Conseil à l'intégration. En revanche, il n'a pas su garrotter l'hémorragie comptable. Le déséquilibre entre financement public et privé est sans appel : en 2002, le montant des subventions représentait 88,3% des recettes. Et le niveau des cotisations n'a jamais été aussi faible : **400 adhérents payants** contre 11.000 militants revendiqués par SOS-Racisme.

Payants ou payés ?

COMMUNAUTÉ JUIVE ÉRADIQUÉE

Dans *Le Monde* du 19 décembre, Emmanuel de Roux évoque une exposition qui vient de s'ouvrir à Paris: "Juifs du Yémen, deux mille ans d'histoire", Musée d'art et d'histoire du judaïsme, hôtel de Saint-Aignan, Paris-3e, jusqu'au 1er février. Il s'agit sans doute d'une des communautés juives les plus anciennement attestées, et installées dans une région où des conversions collectives se sont produites à des époques fort lointaines. Depuis le XIXe siècle, de savants voyageurs ont rapporté des descriptions et des objets, présentés dans cette exposition. De Roux dit en passant: "Après des exodes répétés vers Israël, il ne resterait que quelques dizaines de juifs au nord du Yémen".

A tous ceux qui pleurnichent sur la disparition du Yiddishland, l'abandon des shtetl polonais ou baltes, il est bon de rappeler que l'éradication complète de la plus ancienne communauté juive est due aux bons soins des **sionistes**. Ce sont eux qui, après leur victoire provisoire de 48, se sont avisés qu'ils avaient besoin de main d'oeuvre. On ne pouvait pas demander à un avocat allemand ou à un musicien russe de se retrousser les manches et d'aller piocher les collines rocailleuses que la vaillante troupe d'égorgeurs du Bétar venait de conquérir. Ils ont donc envoyé des agitateurs au Yémen, qui ont terrorisé les juifs yéménites, mystiques, crédules, peu touchés par le "monde moderne" et ils les ont poussés dans des avions, comme on pousse le bétail dans le corral. Aucun respect pour ces gens, pour leur longue histoire, leur culture, leur écriture spéciale, etc., toutes ces choses qu'on voit maintenant révérees dans cette exposition. Les baroudeurs incultes du sionisme militaire n'en avaient rien à foutre. Par une habile combinaison de moyens psychologiques, pseudo-messianiques et l'usage de la force, inévitable dans ces circonstances, ils ont obtenu ce qu'ils souhaitaient: une éradication complète et une main d'oeuvre presque gratuite pour Israël. En plus, on leur a piqué leurs bébés pour les donner à des *yiddische mamma* de Pologne ou d'Ukraine qui n'arrivaient pas à enfanter. C'est un des nombreux scandales récurrents en Israël.

Dans ces conditions, on ne voit pas très bien ce que les mêmes éradicateurs et déportateurs auraient à reprocher à un certain Adolf, qui faisait la même chose, pour les mêmes raisons: obtenir un Etat, homogène du point de vue de la supposée "race". Un Etat "aryen" ou un Etat "juif", quelle est la différence ?

Quand on dit "Etat aryen", tout le monde se pince le nez.

Quand on dit "Etat juif", tout le monde dit: "miam miam".

ASSOCIATION DE MALFAITEURS

Canadian Jewish Congress Complaint COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

4. Links" to antisemitic web-sites provided by the "Ukrainian Archive"

The "Ukrainian Archive" provides links to more than 100 web-sites on a variety of topics. For the purpose of this complaint, we draw attention to two specific categories: Historical Revisionism (i.e. Holocaust denial) and the Middle East. While Prytulak maintains that the "listing of a web-sit...does not necessarily indicate "Ukrainian Archive" agreement with its contents..." it is our contention that these listings are a precise match to the themes that compose the narrative of his web-site.

- a. Committee for Open Debate on the Holocaust
- b. Institute for Historical Review

- c. **Association des Anciens Amateurs de Recits de Guerre at d'Holocaust**
[L'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste is the correct citation]
- d. Campaign for Radical Truth in History
- e. Radio Islam
- f. Blacks and Jews
- g. La Voz de Aztlan
- h. Jewish Tribal Review

Remedy Sought

The information provided in this document is not intended to be an exhaustive analysis of the "Ukrainian Archive". Rather, our intention is to provide sufficient information to initiate a formal human rights complaint. It is our contention that the antisemitism expressed by Lubomyr Prytulak runs through every element of the "Ukrainian Archive" web-site. **We seek the removal of this web-site from the Internet** in accordance with sections 13(1) and 13(2) of the Canadian Human Rights Act.

<<http://www.ukar.org/chrc/cjc01.html>>

Ah l'humanisme juif, redonnez-nous en encore une louche !!!

ON NE DIT PLUS SYNAGOGUES ON DIT SYNA-WC

Paris (AFP) - Le gouvernement a décidé mardi de mettre en place un "système de veille" des émissions audiovisuelles qui pourraient contenir des propos racistes ou antisémites et de diffuser, à partir de janvier 2004, un "livret républicain" dans les écoles sur l'histoire de la Shoah.

Ces deux annonces ont été faites à l'issue du premier Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, réuni à Matignon sous la présidence de Jean-Pierre Raffarin. La création de ce comité a été décidée le 17 novembre, au lendemain de l'incendie criminel d'une école juive à Gagny (Seine-Saint-Denis).

Le Premier ministre a "particulièrement insisté" sur un "travail de veille" des sites internet mais aussi des "émissions de télévision, de radio" et de la presse écrite qui pourraient contenir "de près ou de loin" des éléments à "caractère antisémite ou raciste", a rendu compte le porte-parole du gouvernement Jean-François Copé.

"Le président du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) sera saisi de manière systématique sur ces sujets et une action pénale sera engagée lorsque cela le justifiera", a-t-il ajouté.

Le livret républicain "va beaucoup plus que par le passé intégrer toute une série d'éléments de référence de films pédagogiques afin de mieux faire connaître ce qu'a été l'histoire de la Shoah", a ajouté M. Copé. Destiné aux élèves du primaire et du secondaire, il sera diffusé en janvier.

Au-delà de ces "supports pédagogiques", l'idée du ministre de l'Éducation Luc Ferry est "d'encourager la mise en place de voyages d'études, notamment sur les lieux de mémoire de la Shoah, en particulier à Auschwitz", a-t-il ajouté. Le prochain comité interministériel aura justement lieu le 29 janvier, au surlendemain de la commémoration de la Shoah.

Plus généralement, le gouvernement a réaffirmé sa "détermination totale à lutter contre tous les formes d'antisémitisme et de racisme" et à "mettre en oeuvre des moyens très importants", qu'il s'agisse de répression ou de prévention et d'éducation des jeunes, a-t-il dit.

M. Raffarin a souhaité un "suivi statistique bien identifié" des actes, qui "donne lieu à des poursuites et sanctions systématiques, notamment par l'application de la loi Lellouche qui prévoit des circonstances aggravantes en la matière". Le Garde des sceaux Dominique Perben a envoyé sur ce point une circulaire précise aux procureurs généraux.

Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a envoyé une circulaire aux préfets pour renforcer les moyens de protection des sites sensibles.

<<http://fr.news.yahoo.com/031209/202/3jdl6.html>>

9 décembre 2003

Nous suggérons, dans cet ordre d'idée, le prolongement du métro jusqu'à Auschwitz, le salut aux couleurs israéliennes, tous les matins, dans les écoles de la République, le déploiement des bataillons-chocs et de la légion autour des synagogues, l'enseignement de l'hébreu à la place des cours de français, le port obligatoire de la perruque pour les femmes mariées, l'envoi de dénonciations anonyme à la kommandantur du Mossad, etc.

LE REVISIONNISME DU PORT DES PERLES

Pearl Harbor

It's Pearl Harbor day and the "Day of Infamy" is getting some attention in the media. The official line during WWII (slightly altered since) was that the attack came as a bolt from the blue. To the extent that any Americans were responsible for the debacle at Pearl Harbor, establishment historians, echoing the Roosevelt administration, blame the military commanders in Hawaii for being unprepared. A basic assumption of the mainstream position is that given the Japanese bent to conquest, war with the U.S. was inevitable. As mainstream historians Gordon W. Prange, Donald M. Goldstein and Katherine V. Dillon put it: "nothing in the available evidence ... indicates that they [the Japanese] ever planned to move one inch out of their appointed path, whatever the U. S. did about it." "There was nothing the U. S. could do to avert war short of sacrificing vital security interests and the essence of international morality."

The Prange work is now presented as the definitive account of Pearl Harbor, as a recent PBS piece dealing with Prange and Pearl Harbor points out.

A **small group of revisionist investigators** have disputed this orthodox interpretation. Revisionists argue that, instead of following an aggressive plan of conquest, Japanese moves were fundamentally defensive efforts to protect vital Japanese interests. And instead of seeing the U. S. simply reacting to Japanese aggression, as the orthodox version would have it, the revisionists see the U. S. goading the Japanese -- by aiding China (with whom Japan was at war), military expansion, quasi-secret alliances, and economic warfare -- to take belligerent actions. Finally, **some revisionists** claim that Roosevelt had foreknowledge of the attack on Pearl Harbor but refused to alert the military commanders in order to have a casus belli to galvanize the American people for war. These revisionists see the effort as part of Roosevelt's effort to bring the U. S. into war with Germany--the so-called "back-door-to-war" thesis

I go over the revisionist interpretation at length in my *The Case for Pearl Harbor Revisionism*, which was published in the *The Occidental Quarterly*, 1:2 (Winter 2001)
<<http://www.charlesmartelsociety.org/toq/vol1no2/ss-pearlharbor.html>>

It would seem apparent that there was far more justification for the Japanese pre-emptive strike on US than the US "pre-emptive" attack on Iraq, even if Iraq had possessed WMD. Obviously, since no WMD has been found in Iraq, the US attack cannot be considered pre-emptive.

The US in 1941 made a number of threatening moves to Japan -- establishing bases nearby; making a secret agreement with Britain and the Dutch to go to war with Japan; and cutting off Japanese oil supply (the US, British, and Dutch governments acted together at US instigation). American officials realized that this approach would cause the Japanese to use its military to acquire the oil producing Dutch East Indies. Since America made an agreement with the British and Dutch that such a move would be resisted, the reasonable conclusion to be drawn is that American policymakers pursued a policy that would bring about war. The Japanese attack on Pearl Harbor was regarded as a "war crime," but it is doubtful that the US would have tolerated comparable treatment by a foreign power and certainly the US launched unprovoked attacks on Iraq and Serbia -- neither of which country actually threatened the US.

Of course, the best known idea connected **with the revisionists** is the claim that Roosevelt actually had foreknowledge of the attack. Establishment historians vehemently deny this. However, there is an abundance of evidence, **which the revisionists have discovered**, that would point to the idea that Roosevelt had foreknowledge. In short, I concur with the conclusion by historian Frank P. Mintz that Roosevelt's foreknowledge is indicated by this "argument from saturation." *Revisionism and the Origins of Pearl Harbor* (Lanham, Md.: University Press of America, 1985).

Stephen J. Sniegowski

<<http://www.charlesmartelsociety.org/toq/vol1no2/ss-pearlharbor.html>>

PETITS PROPOS EN L'AIR

"Je rappelle que la France a été le premier pays touché par les attentats terroristes au milieu des années 90. Nous avons découvert à cette occasion -- M. le ministre le sait très bien, [Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur] puisque j'avais l'honneur de travailler sous son autorité dans ces périodes très difficiles -- le phénomène des convertis, dont M. Milcent est l'un des plus représentatifs, et leur importance au sein de ces réseaux.

Les convertis jouaient et jouent toujours le rôle que jouaient les Français qui étaient dans le Front de libération nationale (FLN); les "porteurs de valise", comme on les appelait. En fait, ils étaient bien plus importants que de simples porteurs de valise. J'établis cette comparaison non pas sur un plan idéologique mais pour montrer comment cela fonctionne."

Yves Bertrand, directeur central des Renseignement généraux, lors d'une audition devant une commission parlementaire présidée par J.-L. Debré, petit fil de converti..., 9 juillet 2003.

RICORDO DI JEAN-CLAUDE PRESSAC

Il 23 luglio 2003 Jean-Claude Pressac si è spento all'età di 59 anni

Carlo Mattogno

La sua morte è stata vergognosamente ignorata da tutti i mezzi di informazione che lo avevano acclamato fino a qualche anno fa. Il ricordo che segue è stato da me redatto alla fine di luglio del 2003 per la rivista "*Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung*" e vi è stato pubblicato nel numero di settembre-dicembre 2003.

Nella primavera del 1987 apparve in Francia il primo numero della rivista "*Annales d'Histoire Révisionniste*", che conteneva, tra l'altro, un mio lungo articolo intitolato "Le mythe de l'extermination des Juifs. Introduction historico-bibliographique à l'historiographie révisionniste". Altri miei articoli apparvero nei numeri 3 (autunno-inverno 1987) e 5 (estate-autunno 1988). Questo numero presentava anche una traduzione dei risultati del rapporto Leuchter, dal titolo "Fred A. leuchter. Rapport technique".

Nel marzo 1989 Jean-Claude Pressac mi scrisse una breve lettera in cui diceva che aveva letto "con interesse" gli articoli summenzionati e che voleva farmi conoscere la sua risposta al rapporto Leuchter. Egli allegò alla lettera un suo opuscolo appena pubblicato da *Jour J* e intitolato "Les carences et incohérences du «Rapport Leuchter»". Il sottotitolo -- "Une démarche scientifique contre les négateurs des chambres à gaz" -- recava una correzione a matita: le parole "contre les" erano state cancellate e sostituite da "face aux". Questa correzione -- come mi resi conto successivamente -- esprimeva il sincero desiderio di Pressac di discutere con i (o: con alcuni) revisionisti e di confrontarsi con loro.

Nella lettera summenzionata Pressac accennò ad un'opera su Auschwitz-Birkenau che aveva terminato nel 1988 e mi invitò ad un incontro a Camaiore, splendida località turistica della Toscana, dove aveva affittato una villa per il mese di agosto.

All'epoca Pressac aveva già pubblicato l'articolo "Les Krematorien IV et V de Birkenau et leurs chambres à gaz" (*Le Monde Juif*, n. 107, luglio-settembre 1982), un riassunto del quale era apparso nell'opera collettiva *L'Allemagne nazie et le génocide juif* (Gallimard-Seuil 1985) col titolo "Étude et réalisation des Krematorien IV et V d'Auschwitz-Birkenau". Egli aveva inoltre completato *L'album d'Auschwitz* (Seuil, 1983) con degli "Annexes" sui crematori di Birkenau e con spiegazioni e commenti. Sebbene non concordassi con le sue conclusioni, era indubbio che Pressac era un profondo conoscitore di Auschwitz. Perciò accettai ben volentieri il suo invito e nell'agosto del 1989 ebbi finalmente il piacere -- e, posso dire, l'onore -- di conoscerlo personalmente.

Pressac e la sua famiglia mi riservarono un'accoglienza e un'ospitalità molto cordiali, di cui conservo ancora un bel ricordo.

Le nostre discussioni si svolsero in un clima estremamente disteso. L'oggetto principale fu ovviamente il suo libro *Auschwitz: Technique and operation of the gas chambers*, che allora era in corso di stampa. Pressac mi illustrò con grande entusiasmo i punti essenziali dell'opera. Egli aveva impaginato il testo in francese su fogli enormi di cm 50 x 66, che contenevano anche gigantografie dei documenti del libro. Pressac mi donò tutto, con preghiera di non parlarne pubblicamente prima della pubblicazione dell'opera.

La documentazione da lui raccolta era impressionante e mi accinsi a studiarla con attenzione.

Pressac era sinceramente interessato ad un confronto sul suo libro, sicché alcuni mesi dopo, nel marzo del 1990, mi invitò a casa sua, a La Ville du Bois, una piccola località vicino a Parigi. L'accoglienza da parte della sua famiglia non fu meno cordiale di quella che mi aveva riservato a Camaiore.

Pressac mi ospitò nell'appartamento situato sopra la sua farmacia, dove aveva allestito il suo studio, e mi lasciò completamente da solo a consultare le sue migliaia di documenti. Una fiducia che ho sempre apprezzato.

Ormai la sua opera era stata pubblicata ed egli me ne donò una copia sulla quale scrisse di suo pugno: "Pour M. Carlo Mattogno. Le 8 Mars 1990. Jean-Claude Pressac".

Nelle nostre lunghe discussioni, ciò che mi sorprende di più, era il suo atteggiamento: egli non sembrava troppo interessato a convincermi e più d'una volta mi raccomandò addirittura di restare fedele al revisionismo. La sua sincerità era fuori di dubbio, perciò pensai che egli avesse più bisogno di spiriti liberi capaci di una sana critica che di ottusi seguaci. D'altra parte egli stesso -- in confronto agli storici ufficiali fossilizzati nella versione di Auschwitz del 1945 -- era indubbiamente uno spirito libero, fin

troppo. Egli mi raccontò che il traduttore ebreo del testo francese del suo primo libro più volte aveva interrotto il lavoro e aveva minacciato di rinunciare all'incarico perché era scandalizzato da alcune prese di posizione troppo "revisionistiche" di Pressac. Il sincero desiderio di dialogo con gli studiosi revisionisti che egli riteneva degni di stima era attestato anche dalla sua amicizia con Michel Sergent, professore in pensione, che alla fine degli anni '80 aveva fondato una "Association pour la Défense de la Libre Recherche Historique" che mirava, appunto, a cercare un punto d'incontro tra storici revisionisti e storici ufficiali. Ebbi il piacere di conoscere Michel Sergent proprio a casa di Pressac, che lo aveva chiamato per risolvere un mio piccolo problema logistico. Egli mi ospitò per qualche giorno a casa sua a Parigi e si dimostrò di una cortesia e di una disponibilità veramente squisite. Tra l'altro, mi accompagnò ad una visita istruttiva ai forni crematori del cimitero Père Lachaise di Parigi. Ricordo Michel Sergent come una persona retta che perseguiva sinceramente gli scopi della sua associazione.

Nel 1991 Pressac mi annunciò che sarebbe andato a Mosca per esaminare i documenti sequestrati dall'Armata Rossa ad Auschwitz nel 1945. Da questa visita nacque il suo libro *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, che apparve nel 1993 e di cui mi mandò una copia con dedica. A quanto pare, egli considerava davvero quest'opera come la dimostrazione definitiva dell'esistenza di camere a gas omicide ad Auschwitz, sicché la mia serrata risposta, intitolata *Auschwitz: Fine di una leggenda*, che gli inviai in anteprima all'inizio di marzo del 1994, fu probabilmente la causa del deteriorarsi dei nostri rapporti. Egli non rispose nulla alla mia critica, né in pubblico né in privato, ma in una intervista rilasciata alla giornalista Valérie Igounet il 15 luglio 1995 (ma rielaborata prima della pubblicazione) si lasciò andare ad un giudizio amaro quanto ingiusto nei miei confronti:

"J'ai rencontré plusieurs fois Carlo Mattogno. Nos confrontations furent intéressantes et instructives. J'ai cessé tout dialogue avec lui dès que je me suis aperçu qu'au lieu de prendre acte des documents Topf que j'ai publiés, pièces incontestables puisque rédigées par les ingénieurs de la firme, il se réfugiait derrière une argumentation de mauvaise foi pour les nier" (V. Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Seuil 2000, p. 645-646).

Se io mi fossi davvero rifugiato dietro "une argumentation de mauvaise foi", sarebbe stato fin troppo facile per lui smascherarla pubblicamente. Io invece ero e sono tuttora pienamente convinto di aver redatto una critica tecnica che esaminava oggettivamente tutti gli argomenti principali di Pressac e che li confutava proprio sul piano tecnico. Per fare qualche esempio, dimostrai che le presunte camere a gas omicide dei crematori II e III di Birkenau erano dotate di un sistema di ventilazione che permetteva un numero di ricambi d'aria praticamente identico a quello previsto per le normali camere mortuarie e, per di più, che il numero dei ricambi d'aria del presunto spogliatoio era maggiore di quello della presunta camera a gas! Dimostrai inoltre che i famosi *Gasprüfer* (presunti "rivelatori" di acido cianidrico) altro non erano che normali strumenti di analisi dei gas combustibili destinati ai forni crematori e che l'apparato di prova del gas residuo per Zyklon B (acido cianidrico) si chiamava in realtà *Gasrestmehwegergerät für Zyklon*.

Tutti gli argomenti che avevo esposto nella mia critica si basavano -- oltre che sulla letteratura tecnica -- proprio su quei documenti della Topf che Pressac considerava "incontestabili", ma, in pratica, ciò che egli riteneva tali erano semplicemente le sue interpretazioni dei documenti. Di fronte a critiche così articolate e documentate l'amaro sfogo di Pressac appare dunque quantomeno comprensibile, se non giustificabile.

Ma a una tale amarezza contribuì forse anche il fatto che, ancor più del precedente, il secondo libro di Pressac minava alle fondamenta la storia ufficiale di Auschwitz e, dopo il clamore iniziale, quando i santoni dell'olocausto se ne resero conto, condannarono Pressac all'ostracismo. Egli divenne per loro una mina vagante, un *goj* ribelle e incontrollabile che, ad ogni nuovo scritto, infliggeva ulteriori colpi alla storiografia ufficiale. Un santino italiano gli affibbiò l'epiteto di "riduzionista", che evoca sinistramente quello di "negazionista", con il quale i polemisti più sciocchi designano un ricercatore revisionista. Pressac veniva così relegato in una sorta di purgatorio storiografico **a metà strada tra l'inferno revisionistico e il paradiso olocaustico**.

Perciò il suo posto di esperto mondiale di Auschwitz doveva essere affidato ad uno *jehudi* fidato che inglobasse le tesi epurate di Pressac in una nuova visione -- immutabile e definitiva -- di Auschwitz. Il nuovo astro del firmamento olocaustico era Robert Jan van Pelt, uno studioso molto al di sotto di Pressac sia dal punto di vista intellettuale, sia da quello critico, che aveva però i requisiti giusti per prendere il suo posto. Ricordo che lessi con grande disappunto e perfino con irritazione il libro da costui scritto con una tale Debórah Dwork -- *Auschwitz 1270 to the present* (W.W. Norton & Company. New York-London 1996) -- in cui aveva la sfrontatezza di riprendere gli argomenti essenziali di Pressac come se fossero suoi e di ripubblicare piante già pubblicate da Pressac come se si trattasse di nuove scoperte, menzionando Pressac, nelle 443 pagine del libro, una sola volta (a p. 304) e in un contesto praticamente insignificante! Come e perché Pressac abbia accettato di unire il suo nome a quello di van Pelt nell'articolo "The Machinery of Mass Murder at Auschwitz" (in: Y. Gutman e M. Berenbaum editori,

Anatomy of the Auschwitz Death Camp. Indiana University Press, 1994) per me è sempre rimasto un mistero e ancora più misterioso è quale sia stato il contributo di van Pelt.

L'aspetto più positivo della personalità di Pressac era indubbiamente l'amore per la ricerca, un amore sincero che lo spingeva ad acquisire sempre nuovi documenti e a fare nuove scoperte, da ultimo gli archivi della ditta Topf ad Erfurt.

Il Pressac degli anni '80 era critico e aperto al confronto, e questa disposizione trovò la sua massima espressione in *Auschwitz: Technique and operation of the gas chambers*. Il libro successivo, invece, sebbene fosse stato pubblicato soltanto quattro anni dopo, mostrava un Pressac opaco e apodittico, lontano dal senso critico e dal rigore documentario precedenti, come puntualizzai nella Premessa di *Auschwitz: Fine di una leggenda* (Edizioni di Ar, 1994, p. 10):

"In realtà in questo libro [*rispetto al primo*] si avverte una inversione di tendenza sconcertante: J.-C. Pressac vi ritorna ai peggiori clichés della peggiore storiografia conformistica".

Egli era passato da una storia critica ad una storia romanziata di Auschwitz.

Il demerito maggiore di Pressac è stato, a mio avviso, quello di non essersi mai documentato seriamente sulla struttura e sul funzionamento dei forni crematori in generale e dei forni Topf di Auschwitz-Birkenau in particolare. Questo è rimasto sempre un limite invalicabile della sua ricerca che ha agito come una lente deformante sui suoi giudizi riguardo a testimoni e documenti. Ricordo che a casa sua faticai non poco per convincerlo che i forni crematori riscaldati con coke non funzionavano con la fiamma viva prodotta dal combustibile, ma col gas (essenzialmente gas d'aria) prodotto dalla gasificazione del coke nel gasogeno. Se Pressac si fosse seriamente documentato sui forni crematori di Auschwitz-Birkenau, le sue interpretazioni dei documenti e i suoi giudizi sui testimoni avrebbero preso una direzione completamente diversa.

Il ruolo di Pressac nella storiografia su Auschwitz è noto a tutti e non c'è bisogno di soffermarvisi. Ma egli ha esercitato una certa influenza anche sui ricercatori revisionisti.

Per quanto mi riguarda, Pressac mi ha stimolato ad allargare gli orizzonti dei miei studi, che, quando ci incontrammo, erano piuttosto angusti. Egli ha suscitato in me l'amore per la ricerca archivistica e in questo campo è stato a lungo un battistrada. La mia prima visita agli archivi del Museo di Auschwitz-Birkenau ebbe luogo nell'estate del 1990, dopo il secondo incontro con Pressac, e proprio il suo libro con dedica fu un lasciapassare di sicuro effetto.

Carlo Mattogno

UN MECQUETON A LA REDRESSE

Condamné à 6 mois de prison ferme pour avoir détruit des chimères transgéniques (dans une usine de Novartis, à Nérac, et dans une serre du CIRAD – Centre international de recherche agronomique pour le développement, à Montpellier), **René Riesel** a été incarcéré à la prison de Mende le 1^{er} décembre 2003. Il a refusé de quémander une quelconque grâce présidentielle et tout aménagement de peine*.

Il est en prison mais il s'obstine (chanson populaire).

Quelques ennemis du meilleur des mondes
c/o ACNM, BP 178 -- 75967 Paris Cedex 20

* René Riesel s'explique dans son livre, *Du progrès dans la domestication*,

Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, septembre 2003.

A cet ancien de mai 68, ancien enragé, ancien situ, indomptable, nous envoyons des oranges virtuelles et un grand abraccio. Olà !

L'INDUSTRIE DU FAUX DOCUMENT REMONTE EN BOURSE

Dubious Link Between Atta and Saddam

A document tying the Iraqi leader with the 9/11 terrorist is **probably fake**.

Dec. 17 - A widely publicized Iraqi document that purports to show that September 11 hijacker Mohammed Atta visited Baghdad in the summer of 2001 is probably a fabrication that is contradicted by U.S. law-enforcement records showing Atta was staying at cheap motels and apartments in the United States when the trip presumably would have taken place, according to U.S. law enforcement officials and FBI documents.

The new document, supposedly written by the chief of the Iraqi intelligence service, was trumpeted by the *Sunday Telegraph* of London earlier this week in a front-page story that broke hours

before the dramatic capture of Saddam Hussein. **TERRORIST BEHIND SEPTEMBER 11 STRIKE WAS TRAINED BY SADDAM**, ran the headline on the story written by Con Coughlin, a *Telegraph* correspondent and the author of the book *Saddam: The Secret Life*.

Coughlin's account was picked up by newspapers around the world and was cited the next day by *New York Times* columnist William Safire. But U.S. officials and a leading Iraqi document expert tell *Newsweek* that the document is **most likely a forgery -- part of a thriving new trade in dubious Iraqi documents that has cropped up in the wake of the collapse of Saddam's regime**.

"It's a lucrative business," says Hassan Mneimneh, codirector of an Iraqi exile research group reviewing millions of captured Iraqi government documents. "There's **an active document trade taking place** ... You have fraudulent documents that are being fabricated and sold" for hundreds of dollars a piece. [...]

Newsweek, 19 décembre 2003.

Autre article impliquant les mêmes personnages:

**Hard evidence called tough to find
Group: Hussein rarely signed specific orders**
By Farah Stockman, Globe Staff,

Washington -- More than **6 million pages** of Iraqi government documents collected by a group of Iraqi exiles contain "smoking gun" evidence against "virtually everyone" in the Ba'ath Party leadership -- except Saddam Hussein.

Despite the fact that Hussein's regime meticulously documented its own abuses -- cataloging everything from the names of wives who informed on their husbands to Iraqi schoolchildren whose relatives had been killed by the regime -- Hussein himself was more prone to issue broad pronouncements than specific orders, said Hassan Mneimneh of The Iraq Memory Foundation.

The foundation has gathered an extensive archive of communiques and reports which it expects to become key evidence in upcoming war-crimes trials of Iraqi leaders, along with some documentary evidence from Human Rights Watch and a group called Indict. But **the lack of documents specifically linking Hussein to the crimes** could make it more difficult for prosecutors to hold him personally responsible for the regime's atrocities, Mneimneh said.

"Saddam Hussein seems to have been shielded by degrees of separation from the crime," said Mneimneh. "Saddam elevated himself to a deity-like status. You rarely would find his signature on anything of a specific nature. He did not concern himself with details."

Boston Globe, 18 décembre 2003.

Ce Mneimneh (dont le nom suggère l'idée de "mémoire") est le Poliakov de l'Iraq... Carrière assurée.

ENCORE UN FAUX !

Since J. B. mentions the **letter equating anti-Zionism and antisemitism** attributed to Martin Luther King, this is a good time to remind everyone that **MLK did not actually write that letter**. See: http://www.jewish-history.com/mlk_zionism.html

"I say, let the truth ring forth from the high mountain tops, let it echo through the valleys of God's green earth: When people criticize Zionism, they mean Jews -- this is God's own truth."

The letter also was filled with grammatical errors that any halfway literate reader of King's work should have known disqualified him from being its author, to wit: "Anti-Zionist is inherently anti Semitic, and ever will be so." The treatise, it is claimed, was published on page 76 of the August, 1967 edition of *Saturday Review*, and supposedly can also be read in the collection of King's work entitled, *This I Believe: Selections from the Writings* of Dr. Martin Luther King Jr. That the claimants never mention the publisher of this collection should have been a clear tip-off that it might not be genuine, and indeed it isn't. **The book doesn't exist**. As for *Saturday Review*, there were four issues in August of 1967. Two of the four editions contained a page 76. One of the pages 76 contains classified ads and the other contained a review of the Beatles' Sgt. Pepper's album. No King letter anywhere.

Yet its lack of authenticity hasn't prevented it from having a long shelf-life. Not only does it pop up in the Schneier book, but sections of it were read by the Anti-Defamation League's Michael Salberg in testimony before a House Subcommittee in July of 2001, and all manner of pro-Israel groups (from

traditional Zionists to right-wing Likudites, to Christians who support ingathering Jews to Israel so as to prompt Jesus' return), have used the piece on their websites.

In truth, King appears never to have made any public comment about Zionism per se; and the only known statement he ever made on the topic, made privately to a handful of people, is a far cry from what he is purported to have said in the so-called "Letter to an Anti-Zionist friend." In 1968, according to Seymour Martin Lipset, King was in Boston and attended a dinner in Cambridge along with Lipset himself and a number of black students. After the dinner, a young man apparently made a fairly harsh remark attacking Zionists as people, to which King responded: "Don't talk like that. When people criticize Zionists, they mean Jews. You're talking Anti-Semitism."

Assuming this quote to be genuine, it is still far from the ideological endorsement of Zionism as theory or practice that was evidenced in the phony letter. [...]

January 20, 2003

<<http://www.zmag.org/sustainers/content/2003-01/20wise.cfm>>

By Tim Wise <timjwise@msn.com>

DERNIÈRES NOUVELLES

George W. Bush Promises to "find Hitler"

by Johnny Moodis

April 1, 2004. President Bush stated in a press conference today that Adolf Hitler, the head of the Nazi party, is still at large, but the US military is "making progress" in pinpointing him.

"He has eluded us for almost 60 years, but he can't hide forever," Bush said, "We're confident that we'll have him in custody within the next several weeks."

Hitler, who would be in his early 100's, escaped Germany during the climax of World War II and hasn't been seen since. The United States is exhaustively searching for him, believing him still to be a threat.

"There is no doubt that if he is allowed to remain free, he will rally more troops to his cause, and the terror will continue," Bush said, "No one will be safe, especially the Jewish people."

Bush warned any country that is giving asylum to Hitler will face swift and explosive consequences.

"Make no mistake, we will use any and all force necessary to flush him out of hiding," Bush said, "Which is why we are launching pre-emptive strikes on Austria as we speak."

When asked if the government should give up its Hitler search and focus on finding Al Qaida, Osama bin Laden, and a way to recover the economy, the President managed to say, "Huh?" before he was promptly whisked out of the room by secret service.

LES BONS COMPTES FONT LES PETITS AMIS

Le Zolo à 50 %

Israel's Holocaust museum unveiled a project today that will eventually give internet users access to biographical information on more than half the six million Jewish Holocaust victims, the largest such database in the world.

The project capped years of work and tens of millions of dollars spent by the Yad Vashem Museum, which memorialises the destruction of European Jewry during World War II. [*Rappelons que Yad Vashem travaille depuis cinquante ans et qu'il a fallu fournir des listes nominatives aux compagnies d'assurances suisse à qui ces salopards réclament des sommes prodigieuses. Les Suisses voulaient des noms. Et Yad Vashem a dû recruter des dactylos pour saisir ses propres archives. Nous avions prédit à ce moment là qu'ils arriveraient à la moitié des 6 millions. Nous sommes tombés justes. Ils donnent la preuve que le Grand Zolo se situe aux environs de trois millions. Ils devraient rendre la moitié d'Israël tout de suite. Faut être juste.*]

By entering data -- including name, birth date, place of birth and occupation -- users all over the world will be able to sift through the museum's vast files on Holocaust victims.

The project, which will give open access to the largest compilation of Holocaust information anywhere, will be fully operational in June of 2004, said Zvi Newman, a Yad Vashem spokesman.

"Everything we have on our files will soon be available to people regardless of where they are," Newman said. "This includes testimony from relatives and friends about the victim, photos, witness confirmation of the victim's death, and other relevant data."

Internet users would be able to add new names and new information to existing files and correct any mistakes the files may contain, he said. "The time is approaching when the last of the Holocaust

survivors will no longer be alive," Newman said. "Our mission is to ensure that the memory of the Holocaust endures. This project is a major part of the process."

The project was unveiled at the annual convention of the General Assembly of the United Jewish Communities of North America, an umbrella organisation that donates more than \$US200 million annually to Israel.

AP/ *Sydney Morning Herald*, 18 novembre 2003.

<<http://www.smh.com.au/articles/2003/11/18/1069027080822.html>>

IGNOMINIE SANS FRONTIÈRES

Les Autrichiens divisés par la campagne "Dénoncez un Nazi"

Par Michael Leidig, Vienne

"Dénonce-ton-voisin": une étrange campagne vient d'être lancée en Autriche au cours de la période précédant Noël avec pour objectif que des Autrichiens dénoncent à la police leurs voisins âgés qu'ils soupçonneraient d'avoir été des criminels de guerre nazis.

Le Centre Simon Wiesenthal (CSW), dont le quartier général est situé à Los Angeles, a dépensé des milliers de livres pour la parution d'une annonce sur une double page dans les journaux autrichiens, qui, pour lui, constitue l'ultime tentative pour traquer les criminels nazis impunis.

Mais si les politiciens et les principales personnalités autrichiennes ont loué cette initiative, dans les cafés et les brasseries du pays elle est considérée **soit comme une plaisanterie soit comme une insulte**.

Dans la principale rue commerçante, Christina Hanke a dit: "On en a tous assez d'entendre ces histoires-là; quand est-ce que ça se terminera? Ce qui s'est passé a été affreux, mais je n'ai rien à voir avec ça, et mes parents non plus. Il va falloir arrêter tout ça -- ça ne peut pas continuer éternellement."

Un peu plus bas dans la rue, un homme d'affaires, Wolfgang Ritter, déclare: "Je ne peux pas prendre cette annonce au sérieux. Comment voulez-vous que quelqu'un, en la lisant, se dise: «Quelle bonne idée, je vais les appeler et leur dire de venir arrêter le vieux Fritz d'à côté». Les gens ne feront pas ça."

Même au sein de la communauté juive des voix se font entendre qui disent leur inquiétude de voir qu'en continuant à vouloir redresser les torts du passé on pourrait créer des problèmes pour le futur.

Un rabbin, qui veut rester anonyme, a reconnu: "Des gens m'ont demandé comment nous pouvons, dans la communauté juive, exiger à haute voix que l'on parle des injustices de l'Holocauste et en même temps se taire à propos de drames plus récents comme le génocide du Ruanda. Je dois dire qu'ils n'ont pas tort." [*Il oublie de mentionner la Palestine...*]

L'annonce a expressément pour but d'amener devant la justice "des gardiens de camp de concentration, des hommes de main de la Gestapo et des meurtriers" avant qu'il ne soit "trop tard".

Sous le titre "Les meurtriers sont parmi nous", l'annonce, en noir et blanc, est illustrée d'une photo d'une exécution nazie. Sous la photo la légende dit: "La plupart des meurtriers nazis sont passés au travers – en Autriche aussi."

L'organisme a également offert une récompense de 7.000 livres à qui donnera des renseignements permettant d'arrêter et de condamner d'anciens nazis.

Le Dr Efraim Zuroff, directeur du bureau du CSW de Jérusalem, rejette les critiques et déclare: "C'est vraiment la dernière chance pour l'Autriche, qui n'a pas condamné un seul criminel de guerre nazi en plus d'un quart de siècle, de poursuivre enfin en justice des meurtriers autrichiens nazis, tant que justice peut être faite."

Le ministre autrichien de la justice, Dieter Böhmdorfer, du parti d'extrême droite Parti de la Liberté, a donné son soutien à la campagne mais a dit qu'il n'y avait rien à attendre de l'"Opération: Dernière Chance" avant le milieu de l'année prochaine.

En septembre le Dr Zuroff a fourni à D. Böhmdorfer une liste contenant les noms d'au moins 47 personnes soupçonnées d'être des criminels de guerre nazis, et **deux bataillons** de police ont été affectés à cette recherche.

Mais, et c'est un aspect supplémentaire du grotesque de cette affaire, des responsables ont reconnu qu'ils ignoraient si la totalité de ces 47 personnes étaient encore vivantes ou même vivaient en Autriche.

Les partisans de la campagne ont fait savoir qu'une campagne identique lancée plus à l'est, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie, avait permis de recenser les noms de 253 personnes soupçonnées d'être d'anciens nazis. Mais aucune poursuite n'en a encore résulté.

Dr Zuroff a déclaré que D. Böhmdorfer avait été très coopératif et avait "dit ce qu'il fallait" lors de leur rencontre au sujet de cette opération. Mais il a ajouté qu'il était "facile de dire ce qu'il fallait" et que l'Autriche serait jugée [*par qui ?*] à ses actes.

Zuroff a ajouté que l'Autriche était l'un des rares pays à n'avoir pas créé chez elle un bureau destiné à traquer les criminels nazis, et que c'était là une chose qu'elle devait faire.

Scotland on Sunday, 21 décembre 2003
<<http://www.news.scotsman.com/international.cfm?id=1397982003>>

L'HOMME DE SPANDAU

Un type nommé Paul fait passer le message suivant:

Tonight [18 Dec. ?] , at 20.15pm on NTV in the show 'Technik & trends' we were shown an Interview with the English Historian Martin Allen, in which he very clearly stated that according to documents he found in the British Archives, Rudolf Hess flew to Gt Britain with Hitlers knowledge and with with a 7 Point peace plan from Hitler in his pocket.

Hitlers Peace Plan included:

- a) Withdrawal of all German Troops from Poland, Belgium, France & Holland.
- b) Reimbursement for war damage to those countries
- c) Total German disarmament
- d) Destruction of all German war weaponry.

This offer threw the British Govt under Churchill who had ready made plans to force Germany into a war into a turmoil and the British knew they couldnt accept Hitlers offer, so they threw Hess into Prison and tossed away the key.

What also came out of the interview was the fact that the British were not worried about Nazi 'brutality' at all but the extremely successful model of government the Germans (Hitler) had devised.

Martin Allen has written all this in his latest book.

And **this** on German TV....heads will roll!!

Paul

Il s'attire la réponse suivante, qui nous croyons plus conforme à la réalité des faits:

Points (a), (b), and (c) are ludicrous . . . and in complete contradiction to all of Hitler's private comments (I stress private) which are often more important than a political leaders' public pronouncements. The private comments I refer to are the "Hitler-Borman Documents" published in the U.K. as "Hitler's Table Talk".

The (a), (b), and (c) conditions quoted . . .

"> Hitler's Peace Plan included:

- > a) Withdrawal of all German Troops from Poland, Belgium, France & Holland.
- > b) Reimbursement for war damage to those countries
- > c) Total German disarmament
- > d) Destruction of all German war weaponry."

. . . amount to nothing less than German **surrender** - not peace terms.
[...]

To the above I might add that the most credible reasons I have heard from reputable historians concerning why Hess was locked up and the key thrown away are as follows:

(1) Hess was Hitler's most devoted and most personally loyal follower from beginning (when he took down Hitler's dictation of 'Mein Kampf' in jail with Hitler in 1919) to the bitter end. He was a kind of 'High Priest' the National Socialist creed.

(2) Hess's proposals involved an offer for Britain to be able to back out of the war (which at the time of the Hess flight, Britain was losing!) without having to surrender, to leave Germany free to engage in its primary project: the drive East to smash Communism and secure lebensraum for Germany. This is the aspect which prompted the Soviets to push for Hess's execution of the Nuremberg International Military Tribunal and, when that was not granted, to insist that he stay in jail until he died.

(3) Hitler and Hess were convinced (with good reason) that leading members of the aristocracy (up to and including the Royal Family) were in favour of a peace deal with Germany. That is the reason why Hess flew where he did fly to in Scotland. This was the reason why successive British governments insisted that Hess be held in jail, with all his letters to his family rigorously censored and forbidden even to embrace his wife on rare personal visits, until he died. These secrets, if revealed, would have undermined the Monarchy and undermined the grip of the British 'Establishment'.

Reasons 2 and 3 above may have been enough to cause Hess to be murdered. Hess persisted in living on up to the point when it was becoming obvious that the Soviet and Communist Party grip and East Germany was loosening. Spandau Jail was in the Eastern sector of Berlin. Who would have custody of Hess after Communist control of East Germany finally collapsed? And would Hess still be alive and

sufficiently 'compos mentis' to be able to dictate a statement to his new custodians? Indeed, would his new custodians release him after so long a punishment in solitary confinement as an act of mercy? Would he then be free to reveal the truth? Could the powers-that-be risk such a possibility?

No, they could not.

These are the credible issues against which the Hess flight to Britain and his subsequent fate should be judged - not a contrived and hare-brained theory about Hitler proffering abject surrender terms to Britain - a theory for which there is no direct or indirect substantiation whatsoever, and which is contradicted by evidence of Hitler's actual attitude towards surrender, of which the refusal to allow von Paulus's Sixth Army to surrender at Stalingrad was but one gigantic and tangible example.
Martin Webster.

AU COURRIER 1

Mille fois merci d'avoir mis *L'Ecole des Cadavres* à la disposition du public. Les français ne comprennent pas une chose, c'est que Céline c'est du niveau de Joyce, Dante, Shakespeare ou Homère: tout simplement un des "plus de 8000 mètres" de l'histoire littéraire universelle. En français Céline est sans conteste devant tous les autres. Les universitaires ont beau tarabiscoter dans tous les sens avec leur Proust, ils savent très bien au fond qui est qui. Mutiler ses oeuvres complètes, c'est donc plus que très grave. On dit que c'est Mme L.-F. Céline qui en a décidé ainsi, mais il l'ont fait tellement souffrir... Et même avec son accord, les livres ne sortiraient jamais en Folio, comme pour Rebatet... Les pamphlets font le bonheur des spéculateurs, bibliomanes, collectionneurs, et ils le dégustent dans leurs cabinets feutrés à petite lampées en jouissant de ce plaisir secret qu'il ne faut surtout pas partager. Finis les trafics ! Merci d'avoir tout court-circuité. Bravo les amis!
Un Ferdinand

AU COURRIER 2

December 3, 2003 12:13 AM

To : <aaarghinternational@hotmail.com>

Subject : Courrier de l'Aaargh

Je ne rate rien de l'aaargh et ce depuis le début, votre site est de plus en plus connu au Québec, nous tenons à vous faire savoir que nous sommes pour le révisionisme, malgré la main-mise des sionistes sur nos institutions !!! Nous avons un cerveau derrière les yeux ...Place à la Vérité !!

Jean M.
Ste-Agathe-des-Monts

PARUTIONS

Nouveautés de décembre 2003 sur le site de l'AAARGH

Des classiques, en traduction: Rassinier, le deuxième volume d'Ulysse, en allemand, le premier en hongrois; Graf en russe; App, l'un des premiers révisionnistes de l'holocauste en terre américaine. Les bulletins de nos amis suisses de «Vérité & Justice» qui survivent à toutes les bourrasques. Et un ensemble énorme, une étude gigantesque, plus de 2000 pages, sur les influences juives aux Etats-Unis. Tous ces trésors se trouvent à la page livres. <<http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>>

On nous mande du royaume des Khmers que la société Electric Apsara a repris la gestion du site créé en octobre 2000 par Serge Thion pour expliquer à ses collègues chercheurs comment et pourquoi des cabales ont réussi à le faire révoquer du Centre nationale de la Recherche Scientifique où il travaillait depuis 30 ans. Les ravages du temps étant plus rapides sur Internet qu'ailleurs, l'accès à ces informations très éclairantes devenait ténu. EA a donc créé plusieurs sites miroirs aux adresses suivantes:

<<http://aa.lasphost.com/cnrsisbadforyou>>

<<http://cogentinternet.com/cnrsisbad>>

<<http://www.stvscnrs/greatnow.com>>

et <<http://abbc.com/totus/cnrs/index.html>> Les jugements des divers procès ne sont pas encore en ligne, mais ils ne sauraient tarder.

On numérise de plus en plus. Nous avons récupéré un classique, de Fabre d'Olivet, *La langue hébraïque restituée*, datant de 1817, un point de départ pour les réflexions du XIXe siècle. Cent quinze ans plus tard, un jeune trotskyste polonais, Abraham Weinstock, dit A. Léon, installé en Belgique écrit *La conception matérialiste de la question juive*, un texte fondamental pour la gauche. Préfacé en 1946 par E. Germain, un pont de la IVe internationale, l'ouvrage a été republié avec un travail de vérification et une nouvelle préface de Maxime Rodinson en 1968. Les trots ont publié Léon sur le Net, mais ont oublié Rodinson en route. Heureusement que nous sommes là.

Nous ouvrons une piste perdue dans la jungle: celle du révisionnisme de la première guerre mondiale. Ses promoteurs avaient la tâche plus facile que la nôtre, puisqu'il le communisme ne dominait pas tout et que le monde juif n'était pas subverti par le sionisme. Pourtant, les mêmes phénomènes d'exclusion, de démonisation et d'annihilation ont joué contre ceux qui mettaient en doute les versions officielles. Cela veut dire que la persécution vient toujours du pouvoir d'Etat qui ne supporte pas même la plus minime mise en cause. Pour commencer, un texte de Georges Demartial qui montre que les démocraties portent la guerre comme les nuées portent la foudre. Il date de 1939. Dernière illustration, l'invasion de l'Iraq.

Il existe un révisionnisme fragmenté, méconnu, c'est celui de l'histoire de l'entreprise sioniste. On ne parle pas des zozos qui ont découvert récemment qu'on avait fait du mal aux Palestiniens. Mais on peut chercher et trouver des textes qui exposent l'intérieur du sionisme, les ignobles manoeuvres dont tant de juifs furent victime, les incroyables naïvetés des politiciens européens et américains qui ont avalé les mensonges de la propagande sioniste, et qui ont fini par commettre le crime de voler la Palestine à ses habitants pour la donner à cette poignée de sauvages colonialistes et terroristes. Un premier élément se trouve dans le récit d'Edwin Wright, *The Great Zionist Cover-Up*, rédigé vers 1975, par un témoin qui a vu de près comment l'administration américaine et surtout le président Truman se sont fait rouler dans la farine sioniste. Il y en aura d'autres.

§== **A dépouiller.** "The University of Kingston, Ontario (Canada) became the repository of truckload upon truckload of German military records and divisional histories the Canadian Forces robbed from the German at the end of WWII. They were shipped to Kingston and **never even uncrated** -- and there they sit !

Ersnt Zündel, from a letter quoted in *Power*, 296, 11 November 2003.

§== **Visite obligatoire.** Il **FAUT** visiter le site de l'Egalité des Droits Essentiels, "equidence" à <<http://equidence.org>> Entre autres délices à déguster, on y trouvera un texte intitulé "Qu'est-ce que le négationnisme ?", qui commence ainsi:

"Le «négationnisme» est le déni du réel. Le réel est le présent. Le «négationnisme» n'existe donc que dans le cas du déni du présent. En ce qui concerne le passé, on doit employer le terme de «révisionnisme»." Etc.

<<http://equidence.org/reel.htm>>

-- On trouvera aussi une lettre à M. Yves Bot, procureur de la République de Paris, qui lui reproche, en termes galants («L'histoire vous jugera, comme elle a jugé les magistrats qui ont participé aux sections spéciales sous Philippe Pétain») d'avoir participé à un colloque organisé par l'Association internationale des juristes juifs:

<<http://equidence.org/bot.htm>>

-- Une enième lettre à Roger Cukierman "dirigeant du CRIF et de la Ligue de défense juive":

<<http://equidence.org/aounit.htm>>

-- Une pétition au Parlement européen, qui demande la destitution des juges vénaux de la Cour européenne des Droits de l'homme, où l'on voit que pullulent les juges envoyés là par le Liechtenstein, le Luxembourg, la Suisse, Chypre, l'Albanie, Andorre, tous paradis fiscaux et réceptacles des colossales quantités d'argent détournées et volées par les "hommes d'affaires":

<<http://equidence.org/mirage.htm>>

-- Un exposé des "pseudo-dénonciateurs des médias: PLPL (Pour lire pas lu), Acrimed, VMP (Vigie-média-Palestine), "conglomérat dont la LCR est l'agent de maîtrise":

<<http://equidence.org/acrimed.htm>>

-- Une lettre adressée à la franche fripouille qui s'appelle Bernard-Henri Lévy, qui possède un palais à Marrakech, sur les luisantes pourritures du régime marocain:

<<http://equidence.org/engeance>>

-- Une plainte déposée contre Mme Elisabeth Schemla, pour négation du génocide... perpétré en Palestine:

<<http://equidence.org/bot-2.htm>>

-- Et beaucoup d'autres merveilles de logique et de lucidité.

§== **Hommage à une crapule.** Un bouquin à la gloire de Bédarida, fonctionnaire de l'histoire, complexé par son épouvantable laideur, chrétien venu d'une famille de juifs convertis, Bédarida a toujours fait étalage de sa médiocrité professionnelle et de ses vindictes de résistant en peau de lapin: à la fin de la guerre, il distribuait "clandestinement" les *Cahiers du Témoignage chrétien*. La belle affaire ! Quand il s'est agi d'enquêter, tout aussi clandestinement, sur le cas de Serge Thion, chercheur au CNRS, le pseudo-historien a fait flèche de tous bois, a ramassé tous les ragots qui traînaient et a circonvenu la direction en faisant appel à un "expert", qui avait le confortable avantage d'être anonyme. Toujours la clandestinité ! Il avait simplement oublié de mentionner que Thion l'avait fustigé pour avoir fait publier un livre affligeant de Pressac.

Bien que nous soyons enfin débarrassés de sa présence clandestine, ses obligés se croient obligés de publier un livre de fonds de tiroirs. Il paraît que "François Bédarida réaffirme que la quête de la vérité doit rester «l'alpha et l'oméga du métier», quand bien même l'objectivité absolue serait «un voeu irréalisable». Tu parles ! C'est un voeu qu'il n'avait pas fait lui-même.

Histoire, critique et responsabilité, de François Bédarida. Textes réunis par Gabrielle Muc, Henry Rouso et Michel Trebitsch. Ed. Complexe, 360 p. 21, 90 euros. CR dans *Le Monde* du 21 novembre, signé par un certain Thomas Wieder, qui semble officier surtout dans l'histoire du cinéma. Ça tombe bien.

§== **"Vieille nouille idolâtre"**, Patrick Kéchichian rend compte d'un livre de Jean Claude Milner, (ancien adepte de la secte des néo-assassins, fondée jadis par le philosophe de bazar Al Thusser, le Vieux de la Montagne Sainte Geneviève, qui assassinait lui-même ses propres femmes) qui est gentiment titré: *Les Penchants criminels de l'Europe démocratique*, paru, on l'aurait parié, chez l'éditeur hypertalmudique Verdier, 158 p. (*Le Monde*, 7 novembre 2003).

Le malheureux Kéchichian est sorti de cette lecture assommé par ce qu'il appelle "cette dialectique qui ressemble à s'y méprendre à celle de la terreur". Milner vomit l'Europe et sa civilisation **qui n'aurait qu'un seul but, se débarrasser des juifs**. Encore un judéolâtre judéocentrique délirant. L'Europe qui cherche à s'unifier, c'est pour lui "la victoire de Hitler"; le sens profond de la réconciliation franco-allemande est "de faire comme si l'histoire n'avait pas eu lieu". Ce pauvre malade pousse le bouchon plus loin que les autres. D'habitude mouton bêlant avec le troupeau, Kéchichian est estomaqué: le raisonnement de Milner "est simplement, au regard d'une situation tragique, terrifiant."

Il faut peut-être en passer par là, par cet effroi glaçant, pour commencer à réagir.

Si on veut se poiler un coup, on peut aller voir sa "bio" écrite en patagon, et sa tronche de ver blanc:

<<http://www.editions-verdier.fr/philosophie/auteurs/milner.htm>>

Voir la présentation de cette curieuse paranoïa:

<<http://www.editions-verdier.fr/philosophie/titres/penchants.htm>>

§== **Il fut brièvement révisionniste**, mais, pour mieux épater la galerie, il passa rapidement "post-révisionniste". Un certain nombre de gogos avalèrent cette fine plaisanterie et se mirent à dissenter sur les ravages qu'allait produire le post-révisionnisme, encore plus terribles que ceux du révisionnisme lui-même. Il monta sur les planches d'une émission de télé et reçut une claque et disparut pour quinze ans. Aujourd'hui, après des errances sans nom, Olivier Mathieu publie un livre "qui raconte ce que fut sa vie d'exilé du printemps 1999 à l'été 2001." *Le Bulletin célinien* de septembre 2003 en dit ceci: "Voici un livre dont on ne parlera pas pour toute une série de (mauvaises) raisons. C'est l'itinéraire d'un irrégulier qui a connu l'exil brutal et la solitude glacée sous le soleil de l'Italie. Refusant le travail qu'il considère comme une aliénation, il est englouti dans une aliénation plus grande encore: la misère la plus profonde et la plus noire. Etrangement attiré par le tragique et l'extrême, Olivier Mathieu est un romantique éperdu plongé dans un monde qui n'est pas le sien." Etc. On peut commander le livre, qui s'appelle *La Quarantaine*, au *Bulletin célinien*, BP 70, B-1000 Bruxelles 22, en joignant un chèque de 25 euros à l'ordre de M. Laudelout.

Nous, les mecs qui se croient trop sublimes pour travailler, on n'en pense pas beaucoup de bien... On est vieux genre...

§== **On discute toujours** à l'University College de Cork, en Irlande:

<<http://members.odinsrage.com/reo/uccexpress2.jpg>>

§== **Etonnant.** "It's astounding that we are living under a government that, in defense of freedom and liberty, can keep someone not charged with any crime in solitary confinement for years based on secret information."

Eddie Greenspan, Canadian attorney, in "In Defense of Freedom: A top lawyer says terrorists win when due process is subverted", *Maclean's*, July 28, 2003.

§== **Très utile.** Si vous voulez savoir à quelle heure il faut allumer les chandelles pour le prochain sabbat, où que vous soyez:

<<http://www.russianjewry.org/shabbat/index.php>>

§== **Léthargie.** Depuis qu'il a monté sa grande opération d'exorcisme, le site italien <olokaustos.org> du trévisan Giovanni de Martis, est tombé en léthargie. Il n'y a pas de nouveautés sur le site depuis six mois. Ils sont trop occupés à lécher les bottes de Fox et des autres chemises noires du centre Néanderthal.

§== **Appuyer fort.** Un écrivain autrichien, né en 54. Erich Hackl. Ecrit un ennième roman. Le "destin des personnages" pousse l'intrigue, malgré lui, dit-il, vers Auschwitz. Là, son héros, Rudi, se marie, dans la camp, le 18 mars 44: "On met à leur disposition, pour une nuit, le bordel du camp". Après ce coup d'éclat l'auteur tente de s'excuser: "Le camp principal d'A., le Stammlager 1 où était enfermé Rudi, n'était pas un camp d'extermination. Je n'avais pas de raison de noircir le tableau. Mais je devais veiller à ce que mon récit ne puisse pas appuyer **des thèses révisionnistes**, ou néonazies". (*Le Monde*, Livres, p. iv, 14 novembre 200). *Zu spät, lieber Kerl!* Les révisionnistes t'ont repéré et vont appuyer leurs thèses. Et comment qu'ils vont appuyer ! Le talon sur ta nuque !

§== **Nouvelle proposition de loi** pour interdire la contestation de tous les génocides; sur le site du sénat: "Interdire la contestation de tous les génocides et crimes contre l'humanité"

<<http://www.senat.fr/leg/pp103-099.html>>

Ils ne se mouchent pas du pied.

§== **Qui s'y colle ?** *The Non-Existent Manuscript, A Study of the Protocols of the Sages of Zion*, by Cesare G. De Michelis. Translated by Richard Newhouse, Cloth: 2004, , , CIP.LC, ISBN : 0-8032-1727-7, Price: \$55.00, Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism

The origins of the infamous forgery, the *Protocols of the Sages of Zion*, are **the subject of much vigorous debate**. In this meticulously researched and cogently argued study, Cesare G. De Michelis illuminates its authors and the circumstances of production by focusing on the text itself.

De Michelis examines in detail the earliest texts of the *Protocols*, looking in particular at the historical and structural relationships among them. His research unveils the differing texts of the *Protocols* and the presumed date of the first forgery. It also yields a greater understanding of the milieu in which the forgery was produced and the identity and motivations of its authors.

This volume is a revised and expanded edition of the original, which appeared in Italian. Featured is an arguably archetypal Russian text of the Protocols, which De Michelis pieced together from several publications, based on careful textual analysis.

Cesare G. De Michelis is a professor of modern and contemporary Italian literature at the Università degli Studi di Padova in Italy.

<<http://www.nebraskapress.unl.edu/bookinfo/4546.html>>

§== **Toujours les Protocoles...** Does anyone know of a study of Sergei A. Nilus the man and his book: *The Great in the Small, or the Advent of the Antichrist and the Approaching Rule of the Devil on Earth*, that in its second edition (1905) contained the "Protocols"? Or generally a study of this important religious myth (?Revelation of John, Apocalypse?) one occasionally finds in fiction. A comparative historical study of this myth and its use in fiction? Nothing I read so far mentioned the complete title of Nilus's book. (Demand on H-Antisemitism)

Titre russe: *Velikoe v malom i antichrist, kak blizkaja politiceskaja vozmoznost'. Zapiski pravoslavnogo.* (Izd. Vtoroe, ispravlennoe i dopolnennoe), Tsarskoe Selo, 1905.

Reply: I think THE authority on Nilus and one of the two most reliable authorities on the *Protocols* is Michael Hagemester, Europa Universität Viadrina in Frankfurt/Oder. (The other is Cesare G. De Michelis, whose work in Italian I do not know.) Hagemester's work is gradually appearing in English but most is still in German. He has been in the archives of the former USSR and has made heroic efforts to correct the very tangled and error-ridden record concerning Nilus, Nilus' own writing, and the *Protocols* (which he certainly did not write). He is working on a full-length study of Nilus and the *Protocols*.

If you can wait until the spring of 2005, you will be able to read Hagemester's essays in the encyclopedia of antisemitism I am currently editing (as I revealed accidentally and with great pathos a few weeks ago).

If you can't wait, then you can read him here: Michael Hagemester, "*Protocols of the Elders of Zion*," in Walter Laqueur (ed.), *The Holocaust Encyclopedia* (New Haven, 2001), 499-503.

For readers of German interested in Nilus and the literature about him: Hagemester's article in *Biographisch-Bibliographisches Kirchenlexikon*, vol. 21 (Nordhausen, 2003), 1063-67, available at <http://www.bautz.de/bbkl/n/nilus_s_a.shtml>.

Also: Michael Hagemester, "Eine Apokalypse unserer Zeit. Die Prophezeiungen des heiligen Serafim von Sarov über das Kommen des Antichrist und das Ende der Welt," in Joachim Hösler, Wolfgang Kessler (eds.), *Finis mundi. Endzeiten und Weltenden im östlichen Europa. Festschrift für Hans Lemberg zum 65. Geburtstag* (Stuttgart, 1998), 41-60;

And: Hagemester, Michael: "Die Protokolle der Weisen von Zion eine Anti-Utopie oder der Große Plan in der Geschichte?" in Helmut Reinalter (ed.), *Verschwörungstheorien. Theorie Geschichte Wirkung* (Innsbruck, 2002), 45-57.

rsl (Richard Levy)

Extrait de H-Antisemitism.

§== **Le ministre** des affaires étrangères a détaillé l'initiative française prise les 1er et 2 décembre dernier à la conférence de Maastricht pour la lutte contre l'antisémitisme et le racisme sur Internet. La France accueillera à l'été 2004 une conférence internationale dont l'objectif sera la rédaction d'un **guide de bonne conduite** avec les fournisseurs d'accès, qui pourrait donner lieu à un accord d'ici à la fin de 2004.

Le compte-rendu de la première réunion du Comité interministériel pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme : Communiqué de presse (9 décembre 2003) www.crif.org - 14 Décembre 2003 - 06h3

§== **Pour les (vrais) amateurs de récits de guerre** et de conquête, un fameux texte, écrit au début du XIXe siècle par un type génial, devenu aveugle pendant ses recherches pionnières dans les Archives de Séville:

The History of the Conquest of Mexico, by William Hickling Prescott.

<<http://xroads.virginia.edu/~HYPER/PRESCOTT/cover.html>>

§== **Thèse et foutaises**. Dr Florian Körber's thesis title translated: Radical Right-wing Propaganda on the Internet - the Töben Case

Rechtsradikale Propaganda im Internet - der Fall Töben. Das Strafrecht vor neuen Herausforderungen, Bd. 1, Florian Körber, ISBN 3-8325-0353-6, 260 Seiten, Erscheinungsjahr: 2003, Preis: 39.00 Eur. Logos Verlag Berlin, Comeniushof, Gubener Str 47, D 10243 Berlin, Germany Fax 49/30 42 85 10 92

<<http://www.logos-verlag.de>>

Mehr und mehr rückt das Internet ins Zentrum der modernen Massenkommunikation und verdrängt die klassischen Printmedien. Im Zuge dieser Entwicklung wird das Internet für die Verbreitung politischer Inhalte immer wichtiger. Dies gilt auch und gerade für Inhalte extremistischer Art. Die Möglichkeit, im Internet weltweit und ohne Zeitverzögerung Inhalte publizieren zu können, wird insbesondere von sehr weit rechts stehenden, oft rechtsradikalen Autoren und Gruppen intensiv genutzt. Dabei machen sie sich den Umstand zu Eigen, dass die Jurisdiktion der Staaten grundsätzlich an den eigenen Landesgrenzen endet, während das Internet auf weltweite Kommunikation hin angelegt ist. Florian Körber hat es in seiner Dissertation über "Rechtsradikale Propaganda im Internet - der Fall Töben" unternommen, am Beispiel eines besonders Aufsehen erregenden aktuellen Falles die Probleme bei der strafrechtlichen Bewältigung dieser neuen Form von Äußerungskriminalität aufzuzeigen und Lösungsvorschläge zu unterbreiten.

§== **Entreprise de démolition.** La suite des réponses et des mises au pilori de notre ami Carlo Mattogno. (Voir plus haut son évocation de Pressac). Il s'attaque aux journalistes "de bas niveau" et aux historiens "improvisés" qui se mêlent de donner des avis non-autorisés sur l'Olocausto (Lolo costaud ?). Après un premier recueil *Olocausto: dilettanti allo sbaraglio* (les dilettantes sur la barricade), une réponse à Valentina Pisanty (spécialiste du Petit Chaperon rouge, et humble disciple d'Umberto Eco, le tsar de Bologne), il a recueilli ses critiques suivante dans un volume, *Olocausto : dilettanti a convegno* (Les dilettante en congrès), paru en septembre 2002 chez Effepi, via B. Piovera, 7 à I=16149 Genova, Italie, 182 p., 20 euros. Cette maison d'édition de Gênes, à ne pas confondre avec la Graphos, qui se trouve également à Gênes, ni avec la casa editrice effepi, du syndicat CGIL, recèle en son catalogue d'autres textes révisionnistes.

Sont successivement passés au lance-flamme Enzo Collotti, Bruno Mantelli, Giorgio Nebbia, Marina Rossi, Liliana Picciotti Fargion, Francesco Germinario, Rudy Leonelli, Fediano Sessi, Marcello Pezzetti, Elisa Springer, Shlomo Venezia. Plusieurs de ces textes se trouvent déjà sur notre site, en langue italienne. Voir

<<http://aaargh-international.org/ital/archimatto/articoli/oldil2/oldil2.html>>

En mai 2003 est paru chez le même éditeur la version italienne du travail de Carlo Mattogno et Jürgen Graf, sur le camp polonais du Stutthof (*KL Stutthof*) 19 photos, documents, 161 p., 22 euros. Cet ouvrage était déjà disponible en allemand.

Signalons aussi: Claudio Mutti, *Minima holocaustica*, Effepi, Genova 2003, ₣ 6,50; distribution: Edizioni all'insegna del Veltro, Viale Osacca 13, Parma, Italie.

On nous envoie la première page, bouffonne à la Buffon, de ce livre:

Verso la metà degli anni Settanta alcuni zoologi lanciarono un grido d'allarme: gli elefanti (tanto l'*Elephas Indicus* quanto la *Loxodonta Africana*) sembravano essere condannati a una lenta ma inesorabile estinzione. Un organismo delle Nazioni Unite, incaricato di affrontare la questione per trovare un eventuale rimedio, istituì un'apposita commissione, che si mise subito al lavoro e nel giro di un anno poté raccogliere gli studi elaborati da ogni suo singolo membro. Lo statunitense celebrò i meriti dell'elefante nelle lotte intraprese per liberare i popoli dalle dittature e per instaurare i diritti umani e la democrazia; il sovietico applicò i criteri del materialismo storico allo studio del ruolo dell'elefante nell'edificazione della società socialista; l'inglese mise in luce l'importanza dell'elefante nei rapporti economici basati sul libero mercato; il tedesco descrisse minuziosamente, in due volumi ponderosi, le caratteristiche primarie e secondarie di ogni ramo della famiglia degli elefantidi; il francese se la cavò con un agile pamphlet intitolato *Les amours de l'éléphant*.

Il membro italiano della commissione, che aveva fatto appello alle diverse Regioni della Repubblica al fine di ottenere molteplici contributi sul tema, poté presentare ben due ricerche, entrambe prodotte dalla Regione Emilia Romagna, la sola che si era data da fare. Titolo della prima ricerca: *L'elefante, l'antifascismo e la Resistenza*. La seconda: *Mille ricette per cucinare l'elefante*.

Recentemente, la bibliografia sull'argomento si è arricchita di un nuovo testo: *il Diario di un elefante miracolosamente scampato all'Olocausto*.

§== **Livres irakiens sur les trottoirs de Baghdad.** Works purporting to be scholarly are available in every book market, elaborating on themes of the Jewish threat. The ubiquitous *Protocols of the Elders of Zion* detailing a Jewish plot to rule the world, long proven in the West to be a fabrication written at the behest of a Russian czar, is sold in Arabic. Volume one and volume two. Another book called *The Crimes of the Jews* is on display on Baghdad streets alongside a book about *Drugs and the Sons of the Devil*. On further reading, the book reveals that the Jews are the "sons of the devil" the title refers to. A book in Kurdish is also available, its cover bearing a Star of David, and inside it a monster with blood dripping down its fangs. The book is called *In the Jaws of the Jews*.

The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a member of the US-appointed Iraqi Governing Council, sells a book called *Jewish Nights*, refuting various Jewish claims about their history, and in Najaf, the office of the cleric Seyid Muqtada Sadr sells a book called *Ali and the Jews*, detailing Ali's conversion of Jews to Islam.

<http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/EK26Ak02.html>

On voit là que les GI's ne savent pas lire et que le Mossad a du mal à s'implanter.

§== **Billets de catéchisme.** Il va bientôt falloir montrer l'intérieur de son esprit à des inspecteurs chargés de garder l'orthoxie révisionniste. En effet, certains révisionnistes sont sommés de se soumettre et d'adhérer à des formules décrétées par une sorte d'autorité supérieure, cardinalice, qui entend faire le ménage et dénoncer pour les exclure de la sainte-communion les mous, les tièdes, les fifty-fifty, les amateurs, les réticents et autres déviants potentiels. On ne sait pas très bien à quoi ça sert, mais la polémique fait rage dans certains milieux. Pour notre part, nous ne pensons pas nécessaire de réclamer

des preuves d'orthoxie, faute d'être assez curés, et nous croyons benoîtement que chacun est libre de penser ce qu'il veut et d'être plus ou moins révisionniste. Nous ne désirons nullement remplacer une religion par une autre, avec canons, théologie, sacrés collèges et excommunications fulminantes. Au début le révisionnisme consistait à ne pas croire à certaines affirmations. Maintenant, il faut croire à d'autres. Des recteurs, peut-être élevés chez les bons pères jésuites, tiennent à jour des fiches sur la pensée révisionniste correcte et ceux qui tâcheraient subrepticement de s'en éloigner. Que nul ne se réjouisse de voir la règle de bois dur tomber sur les doigts du voisin, car il existe aussi, sur un chacun, une fiche, qui sera brandie, le jour venu, le jour du jugement. *Qui non amat, bene castigat.*

§== **Blabla.** La lutte contre le négationnisme.

Commission nationale consultative des Droits de l'homme (CNCDH)

Le délit de négationnisme est apparu pour la première fois dans la législation française avec la loi du 13 juillet 1990 "dite loi Gayssot". Approuvée par les uns au nom de la sauvegarde de la mémoire et de la nécessité du combat antiraciste, critiquée par les autres au nom de la liberté (juin) 2003. ISBN : 2-11-005411-5. Prix : France 20,00 ₣

La Documentation française, 29 Quai Voltaire, 75007 Paris.

§== **Comment leur bourrer le crâne** dès leur plus jeune âge: *How to tell Your Children About the Holocaust*, par Ruth Mandel. Toronto: McGilligan Books, 2003. 171 pp. ISBN 1-894692-06-3.

§== **Coûteuse vengeance.** Freda (Winifred) Utley a été une femme extraordinaire. Anglaise ayant fait de brillantes études d'histoire, elle s'est d'abord occupée de la concurrence asiatique aux filatures anglaises de cotonnades dans le Lancashire. Elle visita le Japon et l'Orient, et se maria en 1928 avec un citoyen soviétique. Elle vécut six ans à Moscou en communiste gagnées peu à peu par la désillusion. Après l'arrestation de son mari et son envoi au Gulag, elle quitta l'URSS avec son bébé. Elle publia ensuite divers études et reportages sur la Chine et le Japon qui se révélèrent prémonitoires. Elle soutint McCarthy. En 1948 un séjour en Allemagne, pour le compte du *Readers' Digest* lui ouvrit les yeux sur l'imbécilité de la politique alliée dans l'Allemagne vaincue. Il en sortit un livre dont le titre peut se traduire par "Le haut prix de la vengeance". On peut le ranger parmi les premiers ouvrages de caractère révisionniste sur la seconde guerre mondiale.

Ce livre se trouvera sous peu sur notre site. Voir

<<http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>>

Traduction allemande: *Kostspielige Rache* (la vengeance coûteuse), édition enrichie, 1962, Tübingen, Fritz Schlichtenmeyer.

<<http://www.fredautley.com/pdf/files/book20.pdf>> Egalement accessible en version <html>: <<http://www.vho.org/D/kr/>>

Sur l'auteur, sa vie et ses travaux voir le site installé par son fils:

<<http://www.fredautley.com>>

+++++

Informations et commentaires tirés du site aaargh

<<http://aaargh-international.org/fran/actu/actu04/actu0401.html>> (version Web)

La version PDF se trouve aux adresses suivantes:

<<http://conseilsderevision.tripod.com>>

<<http://aaargh-international.org/fran/livres4/cr0401.pdf>>

**ÉLECTEUR, ET LECTEUR ?
LISEZ SI VOUS L'OSEZ**

134 livres et brochures, à télécharger gratuitement !

<<http://aaargh-international.org/fran/livres/livres.html>>

La plus grande bibliothèque révisionniste sur Internet !

Ne mourez pas idiot